

PHRC

Première année, N° 45

Publication hebdomadaire

Le numéro : 75 centimes

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM !...

vendredi 27 janvier 1922

Sommaire :

La politique de Benoît XV

Jérusalem

Anvers et le Rhin

La Russie rouge et la sainte Russie

Réforme de l'administration

Benoît XV, la Belgique et la guerre

Ch. Terlinden

Dom G. Fournier

Comte R. de Briey

Prince G. Troubetzkoy

Karl Hanquet

Les idées et les faits : Chronique des idées : Petite "immortelle", et grand
mort, J. Schyrgens. — Flaubert, Chan. P. Halflants. — Angleterre. — Russie.

La Semaine

Le Saint Père est mort.

Les puissances de ce monde : les gouvernements, la finance, le commerce, l'industrie, n'ont peut-être jamais ignoré (malgré les politesses diplomatiques) — si pas dédaigné ou combattu — l'Église Romaine, autant que de nos jours. Malgré cela l'autorité morale du Saint-Siège n'a, sans doute, jamais été aussi grande.

Pendant la guerre les belligérants ont tout tenté pour exploiter à leur profit l'influence pontificale. Benoît XV n'a voulu être que le représentant du Prince de la Paix.

On aime à dire que la diplomatie pontificale a été tout entière basée sur la certitude d'une victoire allemande. Mais, cela serait, que l'assistance

divine promise à Pierre n'en éclaterait que plus évidente, car les Alliés n'ont rien à reprocher à celui qui escomptait donc, et craignait un triomphe germanique. Le Pape a fait pour eux infiniment plus qu'ils n'ont fait pour Lui. A Versailles, à Washington (par deux fois), à Genève on a pillé ses idées et plagié ses initiatives, mais on a voulu ignorer le Vicaire du Christ. Le monde n'aura guère à s'en féliciter !...

Catholiques ! les Papes se succèdent mais Jésus-Christ demeure. Prions pour qu'Il daigne éclairer le Sacré-Collège et vouons à l'avance au nouveau successeur de Pierre tout l'amour que nous porterons toujours au représentant de Notre-Seigneur sur la terre.

Bruxelles : 38, Boulevard Botanique.



A la Grande Fabrique

— — **E. Esders** — —

26, rue de la Vierge Noire, 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.

Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

Longue rue Neuve, 107-109, Anvers

SUCCURSALE :

Rue Théophile Roucourt, 2, Berchem-lez-Anvers

PRINCIPALES OPÉRATIONS

Comptes-Courants. — Ouvertures de crédit. — Cautionnements pour travaux publics.

Comptes-Chèques. — Les titulaires d'un compte ont la faculté de rendre les effets et quittances qu'ils ont à payer payables aux caisses de la Banque sans aucun frais.

Dépôts à terme. — Intérêts à convenir.

Escompte et encaissement d'effets de commerce et quittances sur la Belgique et l'Étranger à des conditions très avantageuses. Tarif sur demande.

Avances-Prêts, sur des fonds publics belges et étrangers régulièrement cotés, ainsi que sur immeubles.

Chèques, Mandats et Lettres de crédit sur toutes les villes belges et étrangères.

Fonds publics. — Ordres de bourse tant à Anvers qu'à Bruxelles, Paris, Londres, etc.

Coupons. — Négociés sans frais.

Caisse d'Épargne. — Intérêts 3 1/2 %.

Coffres-Forts blindés, offrant le maximum de sécurité contre le vol et l'incendie.

Comptoir Paligot

SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 5 millions

27-29, rue des Paroissiens BRUXELLES (Ste Gudule)

— *Ordres de Bourse* —

— *Renseignements Financiers* —

— *Encaissement de Coupons* —

— *Vérifications de Tirages* —

Envoi sur demande, pendant un mois, à titre d'essai, de son organe hebdomadaire *Les notes et Informations* dont le service est fait gratuitement à la clientèle.

La politique de Benoît XV

La Revue catholique des idées et des faits ne doit pas, comme les journaux nourris de reportages quotidiens, fournir à ses lecteurs, dès que se produit un grand événement, un article tout fait pour les mettre à même d'apprécier le rôle d'un personnage ou la portée d'un fait. Son caractère de haute vulgarisation scientifique et de documentation sérieuse ne lui permet pas d'improviser des jugements ou d'échafauder des systèmes sans les soumettre préalablement au crible serré de la critique. Elle ne peut, cependant, laisser passer le deuil cruel qui vient de frapper l'Église en la personne vénérée de son chef suprême, sans s'associer, avec le plus profond respect, à l'hommage de gratitude et de filiale affection que la presse catholique tout entière rend à la Sainte Mémoire de Benoît XV.

Nous croyons toutefois que l'heure n'est pas venue de tenter de retracer, ne fût-ce qu'en quelques pages de portée très générale, les fastes de ce pontificat, car, plus les événements sont rapprochés de nous, plus il est difficile de les exposer d'une façon objective et documentée et d'en déduire en même temps, les conséquences et les grandes leçons.

Nous ne voudrions discuter prématurément des questions qu'une étude approfondie des sources ne nous a pas permis de connaître dans toute leur ampleur, et qu'il nous serait même difficile de poser sur leurs bases véritables. De peur de lui ressembler dans sa suffisance, nous ne consentirions même pas à nous offrir le plaisir de réfuter le cuistre anonyme qui écrivait, sans sourciller, dans l'article de tête d'un grand journal libéral de la capitale : « La guerre, qui a accumulé tant de ruines matérielles a marqué en outre la faillite de deux des principaux facteurs de l'évolution de l'humanité : l'internationalisme socialiste et le catholicisme ».

Mais, sans formuler de jugement prématuré, il nous est permis d'attirer l'attention sur les points principaux de l'activité politique de Benoît XV et d'indiquer, en même temps, les éléments dont il faudra tenir compte lorsqu'on voudra apprécier sainement les caractéristiques de son pontificat.

Il importe d'insister tout d'abord sur un élément d'ordre psychologique indispensable pour placer sous leur vrai jour les méthodes du feu pape. Benoît XV fut avant tout un diplomate et un diplomate de grande école, formé dans les plus pures traditions de cette diplomatie pontificale, qui avait jeté un si vif éclat avec Léon XIII et son grand secrétaire d'Etat, le cardinal Rampolla. On connaît les moyens d'action d'un bon diplomate : il évite avec soin, surtout lorsqu'il ne représente qu'une force purement morale, tous les incidents, tous les heurts ; il unit à une immuable fixité dans les principes et à la poursuite constante d'un idéal élevé, une grande diversité dans les moyens en les adaptant aux circonstances. Sans verser dans la duplicité, ni dans les procédés déloyaux, rendus célèbres par le trop fameux Machiavel, il s'efforce de tâter le fort et le faible de l'adversaire et de profiter de la moindre défaillance ou du moindre embarras de celui-ci. Lorsqu'il constate une résistance invincible, il se garde d'insister ; il évite toute déclaration intempestive qui pourrait compromettre son crédit, découvrir ses moyens d'action ou affaiblir ses arguments ; puis, lorsque sur un point, quelquefois accessoire, il sent son

interlocuteur en défaut, il redouble d'habileté, frappe au bon endroit par les raisonnements les plus susceptibles de convaincre et, le premier succès obtenu, il l'agrandit, comme un bon général qui obtient une grande victoire en développant les heureux effets d'une simple escarmouche d'avant-garde.

Telle a été, pendant tout son pontificat, la procédure suivie par Benoît XV et, grâce à elle, dans les affaires intérieures de l'Église, comme dans ses relations avec les puissances temporelles, il n'a compté que des succès.

* * *

C'est à la lumière de ces données d'ordre psychologique qu'il faut juger l'attitude du Pape vis-à-vis des Puissances belligérantes.

Jamais aucun souverain pontife n'avait ceint la tiare dans des circonstances plus difficiles. La guerre, déchaînée depuis quelques semaines, avait bouleversé toutes les relations traditionnelles entre les Puissances ; malgré la préparation si complète, donnée au nouveau Pape par sa collaboration de plusieurs années avec le Cardinal Rampolla à la nonciature de Madrid et à la Secrétairerie d'Etat, la période d'adaptation, qui existe pour tout homme, quelque intelligent qu'il soit, appelé à de nouvelles fonctions, allait être troublée par les péripéties les plus angoissantes de la première période du grand drame international.

L'atmosphère diplomatique était particulièrement troublée à Rome par le brouillard d'intrigues que les agents des Puissances centrales étaient parvenus à épaissir autour du Vatican. Ils avaient, aussi perfidement qu'ailleurs, organisé l'avant-guerre et ils avaient réussi à persuader l'immense majorité des membres de la Cour pontificale de la certitude de la victoire allemande.

Pour lutter contre les menées germaniques, les Puissances occidentales n'étaient représentées que par le seul ministre de Belgique, agent très dévoué et très bien vu par la Curie. Mais rien n'avait préparé ce diplomate à la mission délicate qui lui incombait ainsi subitement, mission d'autant plus difficile que le gouvernement belge lui-même, cerné dans Anvers, puis subitement transporté sur le rocher de Ste-Adresse, ne paraissait pas comprendre l'importance d'une action énergique auprès du Saint-Siège et laissait son ministre pour ainsi dire sans instructions.

Pourtant le brouillard n'allait pas tarder à se dissiper et, à partir du moment où M. Van den Heuvel fut chargé de représenter notre gouvernement auprès de Benoît XV, l'accentuation des sentiments ententophiles du Souverain Pontife ne tarda pas à se manifester.

Certes, le Pape devait, de par sa charge même de père de tous les fidèles, éviter tout ce qui pouvait paraître le faire sortir de la neutralité, à laquelle il était officiellement tenu. Il pouvait, moins encore qu'un prince laïque, stigmatiser en termes énergiques la politique des Puissances centrales ou, comme un Pape du Moyen Age, lancer l'excommunication contre les souverains ou les peuples qui violaient les règles du droit et de la justice.

Nous eussions voulu, nous autres opprimés, gémissant sous la domination étrangère, voir Benoît XV d'un geste vengeur condamner l'attitude de nos oppresseurs. Mais quels eussent été les résultats pratiques d'une semblable attitude ? Les intérêts supérieurs de l'Église s'y opposaient, et, ne disposant que d'une force morale sans sanction effective, le Pape ne pouvait risquer de pousser vers la révolte spirituelle le peuple allemand qu'il savait aveuglé par l'orgueil et par la fureur guerrière.

Continuant les traditions constantes des Souverains Pontifes, il ne négligea aucun effort pour mettre fin aux tueries. Ce sera par la correspondance diplomatique échangée entre la Secrétairerie d'État et les nonces qu'il faudra, lorsque les archives seront ouvertes, étudier le rôle du Saint-Siège et rechercher la pensée intime du Pape pendant la guerre. Les appels que, dès juillet 1915, il adressait aux belligérants en faveur de la paix devaient, pour avoir quelque chance d'être accueillis, garder un ton de stricte neutralité et les événements ont prouvé que les conditions d'une paix chrétienne formulées dans le Consistoire de décembre 1915, tout comme l'idée de Société des Nations, exprimée dans la note d'août 1917, reposaient sur des bases morales plus solides et offraient, par conséquent, plus de chances de succès que les rêveries du président Wilson.

* * *

On a reproché à Benoît XV d'avoir pris son initiative pacifique à un moment où la situation était telle qu'on n'aurait pu conclure qu'une paix favorable à l'Allemagne. Était-ce la faute du Pape si le succès n'avait pas couronné plus tôt les efforts de l'Entente et, du reste, ne préconisait-il pas, comme condition essentielle, la restauration de la Belgique indépendante ?

D'ailleurs, malgré sa neutralité et malgré sa prudence diplomatique, Benoît XV n'a pas hésité à blâmer les méthodes germaniques. Ses paroles, prononcées sur un ton calme et dans une forme modérée, en consistoire secret, n'avaient pas moins d'autorité ou moins de répercussion dans les sphères officielles que les homélies laïques d'un Wilson ou les coups de tam-tam d'un Clémenceau.

En 1916, on s'en souvient, le Saint-Père protesta énergiquement contre les bombardements des villes ouvertes, intervint avec ardeur en faveur des déportés et des populations des régions occupées et, à certains moments, le ton des notes échangées entre le Vatican et Berlin atteignit un diapason très élevé.

On sait aussi comment, par l'intermédiaire d'Erzberger, il chercha à agir auprès du gouvernement impérial, dont il ne parvint jamais à obtenir une réponse claire et nette, quant aux conditions d'une paix acceptable pour les Alliés.

Le temps, grand redresseur d'injustices, travaillera pour justifier ce Pape des accusations passionnées dont il a été victime ; lorsque l'heure sera venue, les documents parleront en sa faveur et le verdict de l'histoire ne sera pas à redouter pour la mémoire de Benoît XV. Comme l'a dit Joseph de Maistre : « Les Papes n'ont besoin que de la vérité ».

Il y aura aussi un beau travail à faire sur la façon dont le Souverain Pontife sut profiter des circonstances créées par la guerre pour améliorer la situation du Saint-Siège dans la vie politique internationale. Qui aurait cru, au moment de la mort de Pie X, que son successeur verrait se renouer avec l'Angleterre les relations diplomatiques, brisées depuis Henri VIII, et aurait la suprême consolation de ramener à Rome la fille aînée de l'Église, un moment égarée, et d'envoyer un nonce à Paris ? Qui aurait cru que, en dépit de toutes les difficultés d'ordre politique et d'ordre confessionnel, la diplomatie pontificale réussirait, quelques mois à peine après la signature du

traité de Versailles, à conclure des concordats avec les nations rappelées à la vie ou agrandies par l'écroulement des grandes monarchies centrales ?

En dépit de l'hostilité systématique du consortium judéo-protestant-maçonnique qui dota le monde d'un traité plein de désillusions pour la plupart des Puissances victorieuses, le Saint-Siège, bien qu'écarté de la Conférence de la Paix, et indignement calomnié par une certaine presse, n'a jamais joui d'un prestige plus grand que pendant les dernières années du pontificat de Benoît XV.

La question du modernisme, sur laquelle les flaireurs d'hérésie fondaient tant d'espérance, avait, grâce à la prudence du Souverain Pontife, cessé de troubler la vie intérieure de l'Église et, du côté de l'Orient, une moisson magnifique se levait : au milieu d'épouvantables épreuves, l'Église orthodoxe russe, débarrassée de la tyrannie des Czars et purifiée par la souffrance, paraît évoluer et s'orienter vers le bercail de l'Église romaine. Il n'est pas jusqu'aux nations d'Extrême-Orient qui ne nouent des relations de plus en plus cordiales avec le chef suprême de l'Église. Enfin, en Italie même, l'organisation et les progrès continuels d'un parti ouvertement catholique fortifient singulièrement la situation du Vatican vis-à-vis du Quirinal ; l'esprit de conciliation de Benoît XV avait su modifier l'attitude de la Curie vis-à-vis du gouvernement italien et l'on pouvait considérer comme possible une solution satisfaisante de la question romaine.

Lorsqu'il sera possible d'étudier cette politique du Pape et d'en montrer les heureuses conséquences, il n'est pas douteux que tout observateur de bonne foi devra conclure que le pontificat de Benoît XV a été fécond et glorieux pour l'Église et l'on peut proclamer, dès aujourd'hui, que ce Pontife figurera avec honneur parmi les grands papes qui, depuis un siècle, se sont succédé sur la chaire de Saint-Pierre.

CH. TERLINDEN,
Professeur à l'Université de Louvain.



Jérusalem

Nous sommes au Mont des Olives : c'est une colline qui, dominant Jérusalem à l'Est, la voit s'étaler tout entière, encerclée de ses murs du XVI^e siècle, et couchée sur la pente douce du versant oriental des monticules qu'elle couronne.

Entre elle et nous, il y a un ravin profond ; des chemins et des sentiers escarpés descendent d'elle vers le lit desséché d'un torrent, et remontent de là jusqu'ici : ils sont, de ce côté surtout, très raides, rocailloux et pénibles à gravir.

Il fait chaud, la lumière rejailit, crue, sur les pierres blanches : il n'y a aucune verdure, rien qui atténue son éclat, sinon de-ci, de-là un buisson, ou un olivier gris, poussiéreux et sec, abritant un enfant couché. Pourtant l'air est subtil, léger, et bon à respirer, et les quelques chèvres noires que garde l'enfant couché sont éveillées et remuantes. De petits ânes surchargés grimpent vers la ville, des femmes en longues robes bleues, voilées de blanc, portant des fardeaux sur la tête les suivent, et un homme drapé dans un manteau brun en guenille, et coiffés d'un turban jaune les accompagnent en maîtres. Du ravin montent des chants étranges : on ne voit pas d'où ils sortent : c'est d'un village collé au flanc des rochers, un peu sur notre gauche, et ce sont les femmes de Siloë qui chantent.

Nous nous sommes assis sur une pierre chaude, non loin d'un monastère de Carmélites, lui-même voisin d'une mosquée, car on voit un petit minaret surgir à côté, et un peu en arrière une laide tour carrée, très haute, surmontée d'un clocher pointu, se dessine brutalement dans le bleu d'un ciel qu'elle sépare. C'est la tour des Russes, dominatrice, mais inutile et vide. Heureusement, nous lui tournons le

dos. Si nous y montions, nous verrions la Mer Morte qui scintille au soleil, à quarante kilomètres d'ici.

Regardons devant nous et en face : à nos pieds, d'immenses étendues de tombes toutes pareilles ; ce sont les grands cimetières juifs ; depuis des siècles ils viennent de partout pour mourir et être enterrés ici, tout près de la vallée de Josaphat, où, sans cela, il leur faudrait arriver sous terre, après leur mort, péniblement, pour le jugement suprême.

Et de fait, ce ravin que nous surmontons, que nous ne voyons pas, d'où nous viennent les mélodées des femmes de Siloë, c'est la vallée de Josaphat et c'est celle du « Cédron ». Il est à sec, le torrent de Cédron, et il ne coule jamais qu'aux époques de grandes pluies, mais quels souvenirs son nom n'évoque-t-il pas ?

De notre côté, il est bordé par un jardin moderne, planté de cyprès et profané par de jolis petits parterres fleuris bien sarclés, bien ratissés, bien arrosés, toujours pleins de couleurs et de parfums. Il en émerge, par un singulier contraste, huit vieux, très vieux oliviers : d'aucuns disent qu'ils ont vu l'Agonie du Seigneur, ... disons qu'ils remplacent les arbres qui l'ont entendu prier, et qui l'ont vu pleurer. Car nous sommes à Gethsémani, et c'est bien là que toute la tradition chrétienne a toujours situé le jardin où N.-S. a passé sa dernière heure de liberté.

Mais d'où nous sommes, nous ne le voyons pas, nous apercevons seulement le sommet de ses arbres et de temps en temps un nuage de poussière qui les entoure et les blanchit ; c'est, sur la grande route qu'ils bordent, un troupeau de moutons, ou une caravane de chameaux... ou une automobile qui passe... allant à Jérusalem.

Tout à l'heure, nous les apercevons, gravissant la route à mi-côte menant vers la porte de la Vierge, au Nord des murailles du Temple.

Les Murailles du Temple ! Le Temple de Jérusalem !

Oui, les voilà, juste en face de nous, terminant de leur ligne crénelée la haute enceinte couleur de feuille morte dont la colline d'en face est couronnée et presque écrasée. Ce diadème est lourd ! Il entre dans la terre, il ensevelit sa base dans des décombres épais, ceux que tant de sièges ont accumulés. Ses pierres sont énormes et là, à l'angle Sud-Est, où la muraille s'enfonce de plus de vingt mètres en terre et en surgit à plus de vingt mètres de haut, elles mesurent jusqu'à sept mètres de longueur sur quatre de largeur !

D'où nous sommes, nous dominons les murs et derrière eux, sur une longueur de cinq cents mètres, nous voyons d'un seul coup d'œil l'esplanade et, au milieu d'elle, sur un socle surélevé le Temple ? Ah non, la Mosquée, une pure merveille de l'art arabe, cette mosquée d'Omar, lieu sacro-saint de l'Islam, après la Mecque et Médine. Une merveille de goût, et une merveille de rapine, un musée de colonnes précieuses enlevées aux monuments païens et chrétiens de jadis, et réemployées avec un talent et un art charmants, une merveille de mosaïques et de vitraux, une merveille de bois sculptés et de fers forgés, une merveille de couleurs dans les revêtements, de faïences bleues et vertes qui chatoyent sous nos yeux.

... Mais que nous importent ces jolies choses, c'est le Temple dont vous parliez tantôt, le Temple de Salomon, le Temple de Néhémie, le Temple d'Hérode surtout, celui qu'a fréquenté le Seigneur, où il a prêché ; où il a fait des miracles, où il a pardonné à la femme adultère, où il a écrasé les pharisiens de ses apostrophes véhémentes, d'où il a chassé les marchands.

Il n'en reste rien : Il l'avait prédit, de cet endroit même où nous sommes, sur ce même mont des Oliviers, Il l'avait dit, en pleurant : « Qu'il n'en resterait pas pierre sur pierre » : et qu'il en serait ainsi, parce que Jérusalem n'avait pas voulu connaître son heure, ni laisser ses fils se rassembler sous les ailes de Sa maternelle tendresse.

Et vraiment, il n'en reste rien. On montre un pan de mur, un tout petit coin, qui date d'Hérode, dans la muraille d'enceinte, et le reste, tout ce mur gigantesque, toute cette admirable esplanade, et la belle mosquée bleue, ce sont des témoins, mais des témoins posthumes de l'exécution littérale de la malédiction du Christ. De ce qu'il a vu, le jour où les Apôtres lui faisaient admirer la magnificence du Temple, plus rien ne se voit.

Et pourtant il en reste quelque chose : Il a dit : « pas pierre sur pierre », mais il reste une pierre. C'est un rocher et quel rocher ! Si nous entrions sous cette coupole si élégante qui surmonte la mosquée d'Omar, après un moment d'hésitation que cause la surprise de se trouver au milieu de tant d'or et de marbres, vous verriez, entouré d'une haute grille dorée, un rocher nu et fruste qui forme le sol et le centre de la mosquée. On vous dirait que c'est le rocher que la cavale de Mahomet emportait collé à ses sabots, quand le prophète montait au ciel, et que l'Archange Gabriel a arrêté de cette main puissante

dont les traces sont encore visibles dans la pierre, et que c'est justement cette pierre, suspendue depuis lors entre la terre et le ciel, qui fait que cette mosquée est sainte.

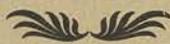
Heureusement, cette légende nous a gardé le roc dans son intégrité, car ce roc c'est la base de l'autel des holocaustes des Hébreux, c'est l'aire à battre le blé d'Omar, c'est l'endroit désigné par Dieu à David, quand il y vit l'Ange exterminateur remettre son glaive au fourreau, et c'est aussi le jalon grâce auquel nous pouvons reconstruire en pensée, sur leur emplacement primitif, le Saint des Saints et le Tabernacle d'alliance.

Notre Seigneur l'a vu, ce rocher, surmonté de l'autel où chaque jour coulait le sang des victimes de l'ancienne Loi, et plus encore, nos aïeux les Croisés y mirent à leur tour un autel où coula durant la durée de leur puissance, le sang de la divine Victime.

Mosquée d'Omar, bijou de l'Islam, combien peu votre magnificence m'intéresse en comparaison des souvenirs qui s'élèvent de votre rocher sacré comme s'en est élevée jadis l'apparition de l'Ange !

Cette esplanade du Temple, si ce n'est pas celle des constructions d'antan, c'est au moins celle qui les remplace au même lieu, et qui ressuscite devant nos yeux l'image des anciens sanctuaires d'Israël et surtout de ce Temple Hérodien, si splendide, que Notre-Seigneur, d'ici même, contemplait en pleurant. (1)

DOM GRÉGOIRE FOURNIER,
Moine de Maredsous.



Nous avons reçu de M. Pierre Nothomb un très intéressant article en réponse à l'étude de M. De Lannoy sur la neutralité belge. Nous le publierons dans notre prochain numéro.



Anvers et le Rhin⁽²⁾

« Les relations entre Anvers et le Rhin, sont une nécessité économique résultant d'une nécessité géographique ».

YVES GUYOT.

Dans le domaine international comme dans celui du Droit privé, l'intérêt est la mesure des actions et toute considération politique ou sentimentale fléchit devant ce qu'en matière matrimoniale, le Code civil appelle le régime des biens.

Une étude sur la Belgique et la Rhénanie serait incomplète, si elle ne contenait un chapitre consacré à leurs relations économiques et aux conséquences d'une éventuelle union douanière.

Chacun sait que, dans les vingt années qui précédèrent la guerre, la Belgique traversa une phase de prospérité inouïe qui la plaça, proportionnellement à sa population, à la tête de l'Univers. Déjà en 1901, par habitant, son commerce spécial dépassait de 175 % celui de la France, de 162 % celui de l'Allemagne et de 14 % celui de l'Angleterre. Tandis qu'en soixante dix ans, de 1830 à 1900, sa population n'avait pas tout à fait doublé — passant de quatre à six millions et demi — son chiffre d'affaires, exportations et importations réunies, avait augmenté de plus de trente-quatre fois, passant de 202 1/2

(1) L'abondance des matières nous oblige à remettre la fin de cet article à notre prochain numéro.

(2) Les articles du Comte R. de Briey dans cette Revue paraîtront en volume sous le titre : « Le Rhin et le problème d'Occident ».

millions à 6 milliards 891 millions, soit plus de 1000 francs par habitant.

Un examen même superficiel de cette situation révèle immédiatement, qu'elle reposait entièrement sur les exportations qui, pour l'année 1907, représentaient par tête d'habitant, 242 francs en Angleterre, 146 francs en Allemagne, 143 francs en France, 125 francs aux États-Unis et 400 francs en Belgique. La raison de cet état de choses est aisée à découvrir. On peut affirmer comme une loi, que les exportations d'un peuple sont en raison directe du chiffre de sa population et en raison inverse de l'étendue de ses frontières. La Belgique qui a une population très dense — 253 habitants par kilomètre carré ! — et un marché intérieur très restreint, ne peut vivre que par les marchés extérieurs dont elle dépend non seulement pour la vente de ses produits mais, chose plus grave, pour le ravitaillement de ses usines et de ses habitants. La Belgique est, tout à la fois, une coopérative de production et de consommation : elle vend au dehors, 80 % de sa production ; elle achète au dehors, 80 % de sa consommation.

Il n'est point nécessaire de souligner le danger de pareille situation qui rend fragile et précaire la prospérité la plus brillante. Une taxe douanière nouvelle, chez ses voisins, suffirait à arrêter l'essor économique de la Belgique comme à exercer sur elle, en cas de besoin, une pression politique intolérable. Périlleux déjà avant la guerre, cet état de choses l'est bien davantage aujourd'hui.

D'une part, depuis qu'elle est pleinement maîtresse de ses destinées, la Belgique peut être l'enjeu — ou la victime — de puissantes rivalités nationales : voilà le point de vue politique ; d'autre part, plus que jamais, les nations appauvries par la guerre, se hérissent de barrières douanières ; il en est ainsi non seulement pour la France, protectionniste par tradition, mais pour l'Angleterre, patrie de Cobden et du libre-échange.

Un coup d'œil sur la balance commerciale de la Belgique permettra de juger l'étendue du péril : Pendant les neuf premiers mois de 1921, la Belgique a exporté pour 5.447.000.000 francs, mais elle a importé pour 7.729.000 francs ; pendant la période correspondante de 1920, elle a exporté pour 6 milliards et demi de francs, mais elle a importé pour 9 milliards et demi de francs. Ainsi donc, la Belgique dont toute l'assiette économique repose sur l'exportation, importe actuellement, en valeur, plus qu'elle n'exporte.

* * *

Le remède à cette situation, ne peut être trouvé que dans des accords économiques avec nos voisins ou dans un élargissement de nos frontières douanières.

Un accord économique, à l'heure actuelle, ne peut guère être envisagé que du côté de la France ; mais, sans écarter, bien loin de là, pareille éventualité, on ne peut oublier que si, avant la guerre, 20 % de nos exportations étaient dirigés vers la France, l'Angleterre en absorbait tout autant et l'Allemagne en recevait 25 %.

Un traité de commerce, toujours sujet à révision, peut être un palliatif nécessaire ; ce n'est point un antidote.

Dans une étude très documentée consacrée au port d'Anvers, M. Yves Guyot écrivait jadis :

« Le Rhin a pour ports Anvers et Rotterdam ; il ne peut en avoir d'autres. Par conséquent, il y aura des Allemands qui y suivront leurs marchandises, des maisons allemandes qui y feront des affaires, des banques allemandes qui les accompagneront. C'est là une nécessité économique résultant d'une nécessité géographique. Mais il est inutile de se dissi-

muler qu'elle peut comporter un danger politique tant que des gouvernements essayeront de subordonner la civilisation productive à la civilisation guerrière » (1).

On ne peut mieux dire. Il serait plus aisé de faire remonter les eaux du Rhin vers leur source que d'arrêter le courant économique qui les suit vers Anvers. Un rapide examen de la situation spéciale du grand port fera saisir cette vérité.

Anvers était, à la veille de la guerre, le troisième port du monde avec un tonnage, entrées et sorties réunies, de 23.907 tonnes, suivant immédiatement New-York (28.835 tonnes) et Hambourg (24.942 tonnes), et battant Rotterdam (23.176 tonnes), Londres (23.050 tonnes) et Liverpool (20.813 tonnes) (2). Ce développement est d'autant plus remarquable qu'il est plus récent et que bien des éléments intervinrent pour l'entraver.

Vers 1850, le tonnage du port d'Anvers représentait à peine, la moitié de celui de Hambourg ; en 1864, il restait inférieur à celui de Liverpool, de Londres, de Hambourg et de Rotterdam ; dix ans plus tard, il les battait tous (3).

Cet essor est dû à un ensemble de circonstances dont la principale, est la situation même d'Anvers, au centre du continent, auquel le relie un admirable réseau de voies ferrées et fluviales, au milieu d'une région fertile, d'une incomparable productivité industrielle, avec une rade de 500 mètres de longueur et une amplitude de marée atteignant 14,29 mètres, et un fleuve qui, à partir de Bath, forme un bras de mer de 3.000 mètres de largeur, à marée basse.

Le canal « Zuid-Beveland » met en communication Anvers avec le Waal et le Rhin, pour les navires de 2.000 tonnes et sept voies navigables unissent Anvers à la France. Plus rapproché que le Havre, des régions industrielles du Nord de la France, Anvers est relié en outre, à l'Allemagne, par les trois grandes lignes de Gladbach, Aix-la-chapelle et Cologne, pénètre en Alsace-Lorraine, en Suisse et en Italie, par Luxembourg et, par le St-Gothard, est plus près de Milan et de Brindisi, que Calais, Boulogne, le Havre, Brême et Hambourg (4).

Un autre élément de succès du port d'Anvers est le bon marché de son port. Des réductions importantes peuvent être accordées pour les transports vers Anvers, à cause de l'équilibre entre les entrées et les sorties, assurant un fret de retour (5), de la valeur et de la variété des marchandises, permettant une utilisation complète des cales, et de la modicité des frais de chargement et de déchargement qui, pour les produits demi-ouvrés du fer, notamment, sont de 25 % inférieurs à ceux de Rotterdam.

Quelle est la zone d'influence du port d'Anvers ? L'« hinterland » d'Anvers comprend, en ordre principal, la Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg, l'Alsace-Lorraine, une partie de la Suisse, la rive gauche du Rhin.

(1) *Journal des Economistes*, 15 septembre 1910.

(2) Ces chiffres sont extraits de l'*Annuaire Statistique Allemand*, reproduit dans *Le Port d'Anvers*, par M. CAMILLE JACQUART. (*Renaissance économique de la Belgique*, fascicule III, p. 28. Bruxelles, chez Goemaere, 1918.)

(3) STÉNON, *Anvers et l'avenir de l'Entente*. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1918, p. 129.

(4) Calais-Milan : 1.354 Kil. — Brindisi : 2.111 Kil. — Boulogne-Milan : 1.311 Kil. — Le Havre-Brindisi : 2.137 Kil. — Brême-Brindisi : 2.090 Kil. — Hambourg-Brindisi : 2.162 Kil. — Anvers-Milan : 1.178 Kil. — Brindisi : 1.954 Kil. — V. J. CHARLES, S. J., *Hambourg et les Exigences de la Navigation moderne*.

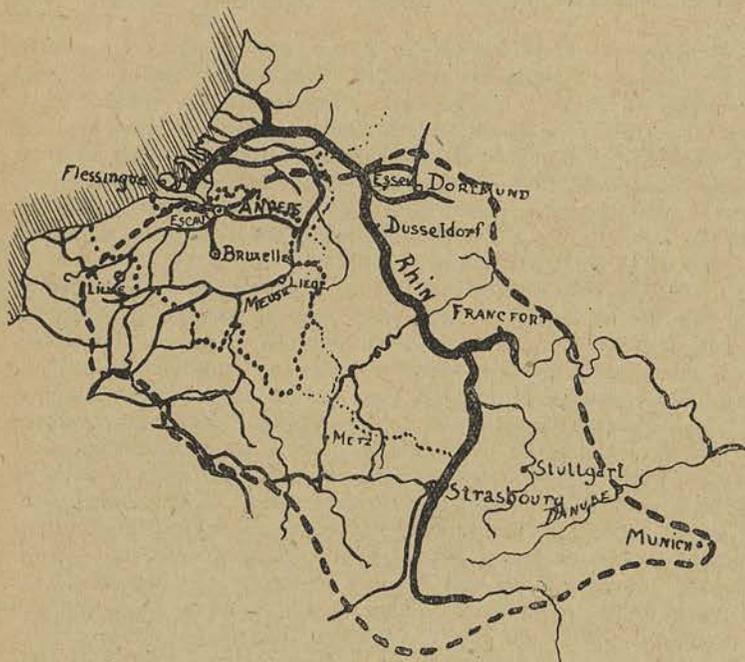
(5) A Anvers, les marchandises embarquées représentent 80 % des marchandises débarquées, tandis qu'à Hambourg, ce rapport n'est que de 48 %, et à Rotterdam, 33 %. — V. JACQUART, *ouvr. cité*, p. 47 et suiv.

C'est de cette dernière région seulement que nous avons à nous préoccuper ici.

Les relations d'Anvers avec le Rhin, peuvent se résumer en quelques lignes :

Plus de la moitié du trafic du port d'Anvers est constitué par le transit et la presque totalité de ce transit — plus des deux tiers — vient des régions rhénanes, dont le port d'Anvers dépend donc pour la moitié environ de son mouvement.

ZONE D'INFLUENCE PREDOMINANTE DU PORT D'ANVERS.



Légende:

- Limite de la zone d'influence prédominante.
- Frontières de la Belgique.
- Voies d'eau navigables au delà de 1000 tonnes.
- Voies d'eau navigables de 300 à 1000 tonnes.

Un auteur allemand a chiffré le total du transit allemand par la Belgique, à trois milliards de francs et un autre estime que les transports fluviaux, à eux seuls, d'Allemagne vers Anvers, dépassent de 1.16 millions de tonnes ceux de la Belgique, de la France, et de la Hollande réunies (1). De fait, en 1912, sur un trafic fluvial total de 4.764.46 tonnes pour Anvers, 3.477.568 tonnes venaient d'Allemagne, soit 73 %.

Ces chiffres, éloquentes par eux-mêmes, sont inférieurs encore à la réalité, car beaucoup de marchandises qui entrent en franchise en Belgique, sont déclarées pour la consommation et portées à l'importation, pour éviter les droits de transit et certains auteurs estiment que le transit atteint plus de 38 % de notre commerce spécial.

Sans doute, le transit ne forme point la source principale des bénéfices d'un port, mais il n'est pas besoin d'insister sur les conséquences directes et indirectes qu'entraînerait inévitablement pour notre industrie, notre commerce, nos chemins

de fer et nos canaux, la suppression de la moitié du trafic anversoïis.

Rien ne montre mieux le caractère indissoluble des liens qui unissent Anvers au Rhin, que le maintien de ces relations malgré les obstacles accumulés par nos concurrents hollandais qui, en dépit des conventions internationales (1), coupèrent en 1867, l'Escaut oriental du Rhin, par le barrage de Woensdrecht, long de 3.600 mètres, et y substituèrent le canal de Hansweert, allongeant ainsi la route vers le Rhin, de plus de 50 kilomètres et la parsemant d'écluses. Malgré cette situation, le trafic entre Anvers et le Rhin, ne fut pas atteint et, grâce aux avantages du fret de retour, les transports restèrent moins chers par Anvers que par Rotterdam.

En avril 1912, la tonne de charbon payait 1.29 mark de Ruhrort à Anvers et 1 mark 40 de Ruhrort à Rotterdam. En sens inverse, à la même date, le fret des blés expédiés d'Anvers vers le Rhin supérieur, était inférieur de 15 à 25 centimes, à celui des blés expédiés de Rotterdam.

(A suivre.)

Comte R. DE BRIEY.

La Russie rouge et la sainte Russie (2)

Vit-elle encore ou bien est-elle morte la « Sainte Russie », — celle de St Serge et du Patriarche Hermogène — deux noms qui évoquent deux époques si différentes et pourtant si semblables entre elles par la grandeur des épreuves et les mobiles qui ont aidé au relèvement moral de la Russie ? Vit-elle cette Russie qui a rempli ses forêts, ses villes et ses campagnes de monastères et d'églises, et l'air du carillon de ses cloches ? Vit-elle enfin, la Russie de tous nos grands poètes et écrivains : Pouchkine, Gogol, Dostoïewsky, de la « Guerre et la Paix » de Tolstoï, des peintres et des musiciens tels que Ivanoff, Vasznetzoff, Nesteroff, et d'autre part Glinka, Borodine, Moussorgsky, Rimsky, Korsakoff et tant d'autres ? Ou bien est-elle finie pour toujours, fusillée par les Bolchéviks dans leurs tribunaux révolutionnaires ?...

* * *

Il existe une ancienne légende se rapportant à l'époque de l'invasion de la Russie par les Tartares.

Les Tartares s'approchaient de la ville de Kitzé qui était renommée pour ses églises et la piété de ses habitants. Ces derniers étaient trop faibles pour lutter contre un ennemi aussi puissant, mais ils demandèrent à Dieu avec ferveur que leur ville et ses sanctuaires fussent épargnés. Leur vœu fut exaucé. En vain les Tartares cherchèrent Kitzé. Elle avait disparu. Dieu épargna la ville en la cachant dans les profondeurs limpides du lac de Svetloïar où elle demeure jusqu'à présent.

(1) « Si des événements naturels ou des travaux d'art venaient, par la suite, à rendre impraticables des voies de navigation indiquées au présent article, le Gouvernement des Pays-Bas assignerait à la navigation belge, d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes et commodes, en remplacement des dites voies de navigation, devenues impraticables ». *Traité hollando-belge* du 19 avril 1839, article 9.

(2) Conférence donnée dans diverses villes de Belgique, sous les auspices des Grandes Conférences Catholiques, par S. E. le Prince G. TROUBETZKOY, ministre de Russie près le gouvernement serbe pendant la guerre ; ministre des cultes dans le gouvernement du général Denikine ; ministre des affaires étrangères dans le gouvernement du général Wrangel.

Le Prince Troubetzkoy appartient à l'Église orthodoxe russe, les réserves qu'appelle sa conférence s'indiquent donc d'elles-mêmes. Daigne Dieu bénir les efforts de ceux qui — comme lui — consacrent le meilleur de leur activité à refaire l'unité de l'Église du Christ !

(1) Dr HERMANN SCHUMACHER, *Discussion à la chambre syndicale de Duisbourg*. Cité par STIÉNON, *ouvr. cité*, p. 122.

De nos jours, chaque été, une masse de pèlerins afflue de toutes parts de la Russie, vers les bords du lac Svetloïar. Ils arrivent la veille de l'anniversaire et passent la nuit en prières. Le silence de la nuit n'est réveillé que par les feux qu'on allume. De temps en temps les pèlerins s'approchent du bord du lac, se couchent en tendant l'oreille, espérant entendre le son des cloches des églises de Kittez. Le peuple croit que ceux qui sont purs de cœur entendent les cloches.

Cette légende cache un sens profond. Quand les Tartares envahirent la Russie, ils pillèrent et dévastèrent le pays et mirent la main sur certaines formes extérieures de la vie de l'État, mais la vraie Russie échappa à leur pouvoir. Elle continue à vivre de sa vie intime, cachant quelque part bien profondément ses sanctuaires et sa foi.

Ce que nous voyons aujourd'hui en Russie, présente une analogie frappante avec la période mongole. Comme alors, les envahisseurs d'aujourd'hui croient avoir tout accaparé, détruit ou dévasté. Mais la vraie, la sainte Russie leur échappe. Elle continue à vivre de la foi qui l'a soutenue dans les vicissitudes de son histoire. Certes, les Bolchéviks sont bien autrement dangereux que ne l'ont été les Tartares. Ces derniers se contentaient du tribut qu'on leur payait, le complétant par des pillages. Cela ne suffit pas aux Bolchéviks qui comprennent que pour consolider leur pouvoir, ils doivent détruire la foi religieuse du peuple, et s'emparer de son âme comme ils l'ont fait de ses biens.

Grâce à Dieu, ils sont loin de réussir sous ce rapport. Mais avant d'aborder ce sujet, de voir comment s'est produite la rencontre de la Russie rouge et de la Russie sainte, il est indispensable de se faire ne fût-ce qu'une idée générale de la psychologie religieuse de la Sainte Russie.

* * *

Le sentiment religieux russe a toujours porté une empreinte mystique. Nous avons hérité ce trait de l'antique Église d'Orient dont nous avons reçu le baptême. Ce trait répondait aux particularités de notre caractère national. C'est de lui que provient cette multitude de monastères en Russie. C'est aussi ce caractère mystique qu'on reconnaît dans l'art religieux, le rite et le chant de l'Église.

Pendant que l'Occident traversait l'époque de la Renaissance au XV^e siècle, la Russie était en dehors de ce courant, elle vivait de sa vie à part, mais en même temps il se produisait chez nous un développement de l'art religieux très remarquable. Si la Renaissance cherchait les sources de son inspiration dans l'idéal de la culture païenne, l'iconographie russe au XV^e siècle porte au contraire l'empreinte d'un sentiment religieux intense. Ce n'est que de nos jours qu'on a fait la découverte de tout ce que cette peinture a atteint de beau et d'admirable.

Les icônes de cette époque respirent l'ascétisme mystique. Ce qui frappe le plus en elles, c'est une très grande intensité de l'expression purement spirituelle et en même temps des couleurs extrêmement vives qui projettent comme une lumière concentrée. L'élément spirituel engloutit l'élément charnel, la lumière transforme la matière. Le peintre de l'icône voyait les choses de la terre comme nous les voyons si nous montons en aéroplane, c'est plutôt une carte, un plan, qu'une reproduction de phénomènes réels. En revanche, toute la force créatrice du peintre est concentrée dans l'attitude, le mouvement; la chair apparaît, pour ainsi dire, spiritualisée. Les meilleures icônes reproduisent des sujets mystiques du Nouveau Testament, comme la Transfiguration, la Résurrection, le Dernier Jugement, etc., enfin Sainte Sophie, la Sagesse divine. Plusieurs anciennes églises très remarquables (à Kieff, à Novgorod) sont dédiées à Sainte Sophie.

Pas moins remarquable est l'architecture des anciennes églises russes. Ici de même que dans les icônes, nous voyons la tradition byzantine tout à fait remaniée. L'art reçoit un caractère original russe et atteint les réalisations les plus audacieuses et en même temps les plus belles, comme par exemple le temple de Basile le Bienheureux à Moscou.

Ce qui fait la beauté des anciennes villes russes, ce sont les coupes dorées de leurs églises qui flamboient comme des cierges au ciel. Quand à ce spectacle vient s'ajouter le bourdon sonore des grandes cloches accompagné de toute une gamme de petites cloches qui carillonnent, l'impression est originale et profonde. C'est comme si l'on entendait un *Gloria in excelsis* s'élever dans les airs au-dessus de la ville et de tout ce qui n'est que « vanitas vanitatum ».

Il faut avoir été durant la Semaine sainte et à Pâques à Moscou pour pouvoir apprécier la beauté de l'office divin et du rite orthodoxe où l'élément national se fond pour ainsi dire avec le contenu éternel et universel. Cette même saveur mystique, vous la ressentez dans les cathédrales antiques du Kremlin, avec leur pénombre éclairée du re-

flet des cierges qui scintillent comme des étoiles sur l'or ancien des icônes; vous la retrouvez dans le chant austère du Grand Carême. Mais c'est la nuit de Pâques qu'il faut avoir été à la place du Kremlin où une foule immense se presse, les cierges en main, en attendant la première cloche d'Ivan le Grand. C'est elle qui donne le signal, et alors les cloches de toutes les églises retentissent à l'unisson en secouant la ville endormie; de toutes les églises sortent des processions, chacun tient un cierge allumé, c'est une mer de petites flammes, on dirait le ciel renversé sur la terre, et de toutes les poitrines retentit le même cantique pascal: Christ est ressuscité!

* * *

Le sentiment religieux russe ne se confine certainement pas dans l'office et le rite. Les sympathies et les goûts religieux du peuple le portent, aujourd'hui comme dans les temps anciens, vers les monastères.

Ces derniers sont nombreux en Russie. Chaque province possède un ou plusieurs monastères renommés vers lesquels afflue toujours une masse de pèlerins. Des gens sans distinction d'âge, de sexe et de position sociale, ceux qui ont l'âme confuse, ceux qui doutent, ceux qui souffrent, ceux qui aspirent à une régénération: tous viennent frapper à la porte du monastère qui remplit le rôle d'une maison de retraite. Mais le peuple vénère tout particulièrement ceux des monastères où s'est conservée l'antique institution de l'Orient chrétien des *staretz* « frères anciens » (senior, πρῆσβυς).

Le « staretz » c'est un moine qui a parcouru toutes les étapes de l'exercice ascétique. Il y en a qui, après une préparation de bien des années, s'enferment dans un isolement complet et passent des années dans une cellule cloîtrée, sans voir personne, n'interrompant leur solitude que pour la communion. C'est la réalisation la plus complète de la promesse par laquelle tout novice s'engage en quittant le monde pour se faire moine. La mortification de la chair certainement n'est considérée que comme un moyen d'ascension sur les degrés de l'échelle céleste. L'abdication de tout ce qui est personnel, la soumission complète à la volonté de Dieu amène, contrairement aux critiques superficielles du monarchisme, à la plus riche et pleine expansion de l'individualité humaine. Ainsi que le soleil pénétrant dans un cristal s'y reflète de toutes les couleurs de l'arc en ciel, de même l'âme purifiée des souillures du monde, reçoit la lumière divine avec tout le jeu des couleurs qui à leur tour projettent la clarté comme nous la voyons du fond des anciennes icônes.

Le « staretz » est directeur des jeunes novices qui, librement, lui font promesse d'une soumission entière de leur volonté. Dans la conception des moines, le premier pas vers la vraie liberté c'est l'affranchissement du moi égoïste.

Lisez le roman de Dostoïewsky, *Les Frères Karamazoff*, où l'auteur a peint de main de maître, le « staretz » Zossima, son entourage ainsi que sa clientèle, des gens qui font jusqu'à mille kilomètres et plus à pied, rien que pour recevoir sa bénédiction. Dans une petite antichambre, attenante à la cellule du « staretz », vous pouvez voir tout un kaléidoscope de gens à tous les degrés de l'échelle sociale. Combien d'attente, parfois de drames concentrés dans ces regards tournés vers la petite porte qui verra apparaître le « staretz »! Et personne de ceux qui, avec une foi sincère, auront frappé à cette porte, n'en sortira sans avoir été réconforté.

Une profonde expérience dans le domaine spirituel, le don de la pénétration dans les secrets intimes de l'âme humaine et une force vivifiante qui sait rouvrir dans cette âme des sources nouvelles servant à sa régénération, voilà ce qui constitue le pouvoir exceptionnel du « staretz » sur les âmes des croyants. Humble, doux et toujours joyeux, en dépit des maladies et des douleurs qu'il éprouve et qui sont les conséquences inévitables de l'exercice ascétique.

Les saints font la force de l'Église. Grâce à Dieu, l'Église en Russie n'a jamais vu tarir la source de la vraie sainteté. Vers 1830, nous avons eu un des plus grands saints que compte la Russie: Saint Séraphin de Saroff. C'est notre François d'Assise. Il était sorti des couches profondes du peuple, et son humble figure respire l'idéal religieux et national: la force divine se manifestant dans l'infirmité. Il a atteint les plus hauts sommets de l'inspiration religieuse et mystique. Un de ses contemporains nous a conservé le récit de quelques conversations qu'il a eues avec le saint. Elles constituent un des trésors de notre littérature religieuse.

« Pour l'âme humble d'un homme du peuple », dit Dostoïewsky, « accablé sous le poids du travail et de la douleur et qui ressent si profondément l'injustice et le péché autant personnel que celui du monde entier, pour cette âme il n'y a pas de besoin plus fort

» ni de consolation plus grande que celle de trouver un sanctuaire
 » ou bien un saint et de se prosterner devant lui. Que notre vie se
 » passe dans le péché, l'injustice, la tentation, mais il existe pourtant
 » quelque part sur la terre un saint ; lui, il possède la Vérité, il la con-
 » naît. La Vérité n'est donc pas morte sur la terre. Elle parviendra
 » jusqu'à nous un jour et établira son règne sur toute la terre, comme
 » cela fut promis ».

* * *

La soif de la sainteté, la foi dans la réalisation de la Vérité divine sur la terre, dans toute sa plénitude, constitue une des particularités de la psychologie religieuse russe. Moins la réalité qui l'entoure répond à l'idéal d'un croyant russe, plus fort devient en lui le désir de quitter, de chercher la Vérité ailleurs, dans les monastères, auprès des sanctuaires nombreux en Russie. Ces « chercheurs de Dieu » comme on les a appelés, se sentent à l'étroit dans le cadre national, et ils s'en vont dans le monde entier à la recherche de la Vérité et de la Sainteté. Chaque année, avant la guerre, des milliers de pèlerins s'acheminaient vers Jérusalem, le Mont Athos, Rome, Bari. Il m'est arrivé une fois de rencontrer un groupe de pèlerins russes à Constantinople. Ils avaient visité tous les sanctuaires connus, avaient poussé jusqu'aux rives de la Mer Rouge. Partout avec une foi naïve ils ont cherché où se trouve réalisée, dans sa plénitude, la Vérité divine, où des hommes parfaits habitent l'Église parfaite. Ils n'ont pas trouvé ce qu'ils cherchaient, mais cela n'a pas affaibli leur foi, que quelque part sur la terre, le plus probablement dans une île, existe ce royaume de Dieu, la « nouvelle Jérusalem ». — « Nous allons rentrer chez nous pour revoir les nôtres, et puis nous irons de nouveau à la recherche », m'ont-ils dit.

* * *

Le pèlerinage permanent, le *strannitchestvo* ou bien « l'errantisme » d'après la traduction littérale de ce mot par Anatole Leroy-Beaulieu est une des formes typiques de la piété russe. Le Russe croyant se sent plus souvent étranger qu'habitant stable de la terre.

Dans un livre curieux où sont consignées les conversations d'un strannik avec son père spirituel, nous trouvons le portrait suivant qu'il a retracé de sa personne propre : « Je suis, grâce à Dieu, chrétien, » mais un grand pécheur, un strannik qui n'a pas d'asile. Je suis de » la plus humble origine. Je porte sur moi tout ce que je possède : un » sac avec des galettes, sur les épaules, et la Sainte Bible sous le bras. » C'est tout. Un jour à l'église, j'ai entendu lire l'Épître de St Paul » aux Thessaloniens, où il est dit : « Priez sans cesse ». Cette parole » a frappé mon esprit. Depuis lors je n'ai fait que penser comment » m'y prendre pour réaliser la recommandation de l'Apôtre ».

Dès ce jour, le strannik prit pour but de trouver quelqu'un qui pût lui enseigner la prière incessante. Finalement il trouve un « staretz » qui lui apprend l'invocation incessante du nom de Jésus. Elle se fait en esprit et dans la profondeur du cœur avec la tension incessante de tout l'être pour sentir toujours la présence de Dieu et implorer son pardon. Cette prière doit se faire en tout lieu et en tout temps, même pendant le sommeil. Elle se dit ainsi : « Seigneur Jésus-Christ, aie pitié de moi ». Celui qui prendra l'habitude de répéter cette prière, ressentira la plus grande consolation et un besoin si fort d'accomplir toujours cette prière qu'il ne pourra plus s'en passer et elle se fera d'elle-même en lui.

« La prière de Jésus est devenue mon seul bien au monde », raconte le strannik. « Je fais parfois septante kilomètres par jour, à pied, et » je n'éprouve aucune fatigue. L'hiver, quand le froid devient violent, » c'est avec plus d'intensité que je fais ma prière, et aussitôt je ne res- » sens aucun froid. Si j'ai faim, je n'ai qu'à invoquer plus souvent le » nom de Jésus-Christ et j'oublie que je n'ai pas mangé. Que je de- » vienne malade et que je ressente des douleurs dans mon corps, je » n'ai qu'à me concentrer dans la prière, et je ne sens rien. S'il arrive » à quelqu'un de m'outrager, je n'ai qu'à me souvenir de la douceur » ineffable de la prière, et j'oublie tout. On me prend parfois pour un » fou. Je n'ai pas de soucis, rien ne me distrait, je n'aspire qu'à la » solitude. Quand je prie, une joie immense s'empare de moi. C'est ainsi » que je suis arrivé à comprendre la parole de l'Apôtre : *Priez sans » cesse* ».

* * *

Il ne faut pas oublier que le Russe est avant tout un Oriental. C'est de là que provient son penchant pour la contemplation. Mais il est aussi maximaliste par sa nature. Pour les âmes simples aspirant à l'idéal, tout compromis paraît inacceptable. Je ne sais pas s'il se trouve encore beaucoup d'autres pays où le Seigneur aurait trouvé

tant de serviteurs prêts à tout abandonner avec joie pour Le suivre sans même avoir conscience de leur sacrifice.

Cette psychologie a créé de saints ermites, des staretz, des stranniks qui répudient le monde plongé dans le mal. On ne saurait leur reprocher un égoïsme religieux, car les Russes croyants sont convaincus que tous les hommes répondent les uns pour les autres devant Dieu : chacun porte le poids des péchés commis par tout le monde. L'idée de la solidarité morale répond à une profonde conviction du peuple. Il en ressort que l'œuvre de perfectionnement du « moi » moral n'est pas seulement une affaire de salut personnel. La flamme céleste qui embrase l'âme d'un saint, projette sa clarté sur les ténèbres qui l'environnent. La solitude d'un ermite n'a jamais été bien longue en Russie : telles les plantes attirées par le soleil, ainsi les fidèles se pressent de toutes parts là où se trouve un « staretz ». C'est ainsi qu'augmente le nombre des monastères en Russie.

Les adversaires de l'Église orthodoxe ont coutume de dire qu'elle ne vit que du passé, que les sources d'eau vive auraient tari en elle. Mais si cette Église continue toujours à inspirer à ses fidèles l'abandon de tous les biens de la terre, en échange de la vie spirituelle, si la foi ne cesse de produire des martyrs et des saints, peut-on dire que la grâce divine l'ait abandonnée ?

La vie du paysan russe fut toujours dure et pénible. L'immense Empire s'est constitué à travers les siècles par une lutte incessante tout d'abord contre les Mongols et puis contre de nombreux ennemis et voisins. Cette lutte a eu une répercussion pénible sur le développement intellectuel du peuple. Quand il n'y avait pas d'ennemis extérieurs à combattre, restait la lutte avec toutes les intempéries d'un rude climat. Dans ces épreuves, l'Église a été le seul soutien du peuple. Elle l'a habitué à subir les plus pénibles labeurs, à rencontrer sans peur la mort qui le guettait sur les champs de bataille, ainsi que dans la lutte journalière pour l'existence. L'Église a été l'instrument le plus puissant de l'unité nationale. Elle a inculqué dans l'âme du peuple le sentiment d'une profonde humilité devant la grâce infinie de Dieu, la solidarité morale qui rend chacun responsable des péchés des autres, la compassion pour ceux qui ont succombé au péché. Les criminels sont avant tout des malheureux aux yeux du peuple.

Comment se peut-il que ce peuple si bon et si doux, si chrétien, ait perdu pour un certain temps tout l'équilibre moral et se soit adonné à des instincts de bête ? La Révolution fit sur lui l'effet d'un cyclone, elle l'arracha du sol, l'emporta dans un tourbillon et puis le rejeta des nues sur la terre, brisé, anéanti, reprenant plus que jamais conscience de sa faiblesse grâce à laquelle il ne sut résister à la tentation.

Une grande part de responsabilité dans le désarroi qui est arrivé, incombe à la partie avancée de la classe intellectuelle russe. C'est elle qui s'est adressée aux âmes simples et incultes en les incitant à la lutte sociale sans se soucier des instincts de destruction qu'elle réveillait. Combien d'efforts ont été employés pour saper les fondements de la vie morale et religieuse du peuple ! Et quand cette propagande commença à porter ses fruits dans la jeune génération, alors ce qui pour les intellectuels n'était que théorie et abstraction, devint un principe directeur pour les masses incultes. Pour elles la nouvelle morale se résumait dans cette maxime simpliste : « Tout est permis ». Une partie considérable de ceux qui avaient travaillé à cette soi-disant émancipation du peuple, s'effraya bientôt des résultats inattendus de sa propagande. Mais il était trop tard. Notre expérience prouve une fois de plus qu'entre le socialisme qui se dit modéré et le communisme, l'espace peut être franchi plus facilement que les meneurs du socialisme ne le voudraient peut-être eux-mêmes. Il est plus facile de déchaîner les instincts des masses que de les diriger ensuite et de les endiguer. Le peuple russe paya cher cette expérience.

Ses illusions pourtant ne furent pas de longue durée. Le régime de l'arbitraire et de la terreur inauguré par les Bolchéviks, la guerre civile, la ruine, les épidémies, enfin la famine : on dirait qu'il n'y eut pas de malheurs ni d'épreuves qui fussent épargnés au peuple depuis l'avènement au pouvoir de ceux qui se disaient ses bienfaiteurs. Aujourd'hui nous voyons la réaction qui est toute naturelle, mais qui est réprimée par les Bolchéviks.

* * *

Si le bolchévisme a eu au début un grand ascendant sur la jeune génération des paysans, il n'a pas manqué non plus des gens qui, dès le commencement, ont très bien démêlé tout ce qu'il y avait de faux et de mensonger dans ses promesses.

Quelques mois après l'établissement du pouvoir bolchéviste, il m'est arrivé de faire un long voyage, de traverser toute la Russie du Sud au Nord. Comme de raison, je voyageais en 4^e classe. Les

wagons n'étaient ni chauffés, ni éclairés. Ils étaient sales, remplis d'insectes, bondés de monde. Le train marchait à la vitesse de quatre à dix kilomètres l'heure. Et pourtant je garderai toujours le souvenir le plus intéressant et instructif de ce voyage.

La plupart des voyageurs étaient des paysans et des ouvriers. Tout ce public était déjà alors nettement anti-bolchévique. Un jeune ouvrier semblait faire exception. Il avouait les torts du bolchévisme, mais il les expliquait par un manque d'expérience et voulait croire que tout s'arrangerait pour le mieux et que le peuple disposerait de sa vie comme il l'entendait.

L'auditoire était au contraire sceptique et avouait que toutes ces tentatives du peuple, d'arranger la vie à sa façon, ont échoué. Il y avait des gens qui ne croyaient plus à rien, doutaient de la possibilité de n'importe quel ordre de choses. C'étaient ceux qui avaient des rancunes contre le passé et, ne pouvant désirer son retour, ne voyaient rien de clair non plus dans l'avenir.

Près de moi était assis un paysan déjà âgé, avec une grande barbe grisonnante, vêtu d'un « touloup » (pelisse de mouton). Ses voisins le traitaient avec respect et l'appelaient Vassili Pavlovitch. Le jeune ouvrier dissertait avec emphase sur la liberté et l'égalité, assurait qu'au bout du compte la justice triomphera. Vassili Pavlovitch écoutait ces discours en silence. Quand l'ouvrier eut fini, il prononça : « Eh bien ! tout ce que tu nous chantes là, ce ne sont que les propos des autres que tu répètes. On voit que tu n'as rien appris par toi-même. Tu parles de la liberté, mais as-tu lu ce qui est dit dans l'Écriture : « la Vérité vous rendra libres » ? Et de quelle liberté peuvent parler les Bolchéviks quand tout est fondé chez eux sur le mensonge et non pas sur la vérité ? De même quant à l'égalité. Qu'on établisse une parfaite égalité entre toi et moi, une égalité comme l'entendent les Bolchéviks, c'est-à-dire qu'on nous prendra tout ce que nous avons. Mais toi, supposons, tu es bête, et moi je ne le suis pas. Eh bien ! demain, j'aurai une culotte, et toi tu resteras à l'attendre. Je ne te félicite pas de ton égalité ».

Le jeune ouvrier paraissait confondu ; en effet, il ne pouvait pas prétendre d'être l'égal de Vassili Pavlovitch. « Oui », conclut ce dernier, poursuivant la chaîne de ses raisonnements, « c'est Dieu qui décide du destin de chaque homme. Nous nous plaignons quelquefois, mais ce que les hommes ne comprennent pas, c'est que Dieu éprouve chacun et que tous nous répondrons pour les fautes l'un de l'autre. Si les hommes avaient compris cela, ils auraient choisi d'autres voies pour approcher la Vérité que celles où ils la cherchent en vain, ils ne s'efforceraient pas comme aujourd'hui de bâtir la justice sur un fondement d'iniquité et de violence ».

Je me liai d'amitié avec Vassili Pavlovitch pendant notre long voyage, et j'ai appris beaucoup de lui. D'ailleurs, il n'y avait qu'à écouter. Les conversations ne tarissaient pas. J'entendis pas loin de moi pérorer une voix dont l'accent faux et surfait dénotait un agent de propagande de second ordre : « Je suis anarchiste. Je ne suis pas un croyant, mais je respecte le Christ. Eh bien, est-ce qu'il n'a pas dit : « Retranchez tout le sarment qui ne porte pas de fruit et mettez-le au feu » ? Vous entendez ce que dit le Christ ? Eh bien ! que faisons-nous d'autre avec la bourgeoisie ? N'est-ce pas elle le sarment qui ne porte pas de fruit, mais qui prend la sève des autres branches ? Donc il faut la détruire sans merci et la mettre au feu ».

Il n'est pas prudent d'entrer en controverse avec un agent de la propagande et personne n'interrompt l'orateur.

Quelque temps après, je rentrai à Moscou pour prendre part aux travaux du Concile de l'Église. Je pus me convaincre que le vieux paysan que j'avais rencontré lors de mon voyage, n'était pas seul à penser autrement que les masses grisées au début de la révolution.

* * *

Le Concile de l'Église russe fut ouvert à Moscou le 15 août 1917.

Les Bolchéviks n'étaient pas encore au pouvoir, mais la révolution battait son plein. Toutes les passions se concentraient autour de la lutte politique. En revanche, les élections des membres du Concile n'attirèrent l'attention que des gens sincèrement attachés à l'Église. Ce fut très favorable à la cause de l'Église, car à côté des évêques qui étaient « ex officio » membres du Concile et qui seuls avaient une voix délibérative, le Concile se recrutait des délégués du clergé paroissial et des laïques.

Les Académies ecclésiastiques envoyèrent leurs spécialistes : des professeurs de théologie et de droit canonique. A côté d'eux siégeaient de simples paysans de la trempe de Vassili Pavlovitch. Bien souvent, dans des questions très importantes, c'est l'opinion de ces simples de cœur et non celle des représentants de la science qui prévalait.

Tel fut le cas pour la question de la restauration du Patriarcat. Cette question souleva des controverses très vives. Le parti des professeurs était contraire au Patriarcat, craignant de renforcer le « cléricalisme ». Au cours des débats un paysan formula en peu de paroles la raison pour laquelle les paysans étaient tous pour le Patriarcat : « Nous n'avons plus de Tsar », a-t-il dit, « plus de Père que nous puissions aimer. Il est impossible d'aimer un Synode. Voilà pourquoi nous autres paysans, nous tenons à avoir un Patriarche ».

Ces paroles, dans toute leur simplicité, résumaient bien l'esprit dominant du Concile. Le pouvoir monarchique disparu, la Russie se voyait privée du symbole de l'unité nationale. Le courant révolutionnaire mit en mouvement des forces centrifuges. Dans les régions éloignées du centre, un mouvement séparatiste se dessinait. Dans ces moments de débâcle et de la scission de l'unité extérieure, la tâche d'affirmer l'unité intérieure et morale de la Russie se ressentait comme un besoin urgent. Personne mieux que le Patriarche ne pouvait personnifier ce principe aux yeux des Russes orthodoxes.

Le coup d'État bolchéviste décida le Concile à accélérer l'élection du Patriarche. Mon frère et moi, tous deux membres du Concile, nous habitions à Moscou un quartier assez éloigné du lieu où siégeait le Concile. Beaucoup de rues étaient barricadées. Partout on entendait le sifflement des balles. Nous avons dû nous arrêter au coin d'une rue où l'on se battait. Avançant la tête avec précaution, nous demandâmes : « Peut-on passer ? » — « Allez vite », nous répondit-on des deux côtés opposés. A peine traversâmes-nous la rue en courant que la fusillade recommença de plus belle. Dans un autre endroit, il fallut escalader le mur d'un jardin.

C'est dans ces conditions que se faisait l'élection du Patriarche, en pleine guerre civile. On procéda tout d'abord à l'élection de trois candidats ; le choix final devait être décidé au sort. Il tomba sur Mgr Tichone, Métropolitain de Moscou. Son choix satisfait tout le monde. On entendait dire qu'il était le vrai élu du Seigneur.

* * *

Le bolchévisme a révélé, dès le début, un caractère nettement antichrétien.

Le nombre des victimes et le bilan des dévastations que les Bolchéviks ont commises dans l'Église ne pourront être établis qu'après la chute du régime soviétique et la cessation de la terreur qui en est la base. Jusqu'à présent, nous avons plus de vingt évêques tués ; parmi eux plusieurs ont été martyrisés avec une cruauté raffinée, tel Mgr Andronique, l'évêque de Perm. On lui a découpé les joues, le nez, les oreilles, crevé les yeux et on l'a traîné par la ville dans cet état. Puis, quand les bourreaux ont trouvé qu'ils avaient assez outragé ce martyr qui, jusqu'à la fin, garda un courage inébranlable, ils l'ont jeté dans la rivière.

Le nombre des prêtres suppliciés ne peut être évalué même approximativement. La province de Kharkoff a été libérée par l'armée du général Denikine, pour quelques mois. On a procédé à une enquête d'où il appert que pendant la durée de six mois, rien que dans cette province, septante prêtres ont été tués.

Pour faire voir l'état d'âme de ces martyrs, un exemple suffit. Un vieux moine, le Père Athanase, au monastère du Saint-Sauveur, fut emmené de sa cellule dans la cour par un bolchévik. On vit le bolchévik lire un verdict, après quoi le moine s'agenouilla pour prier, puis, se redressant, il donna la bénédiction au bolchévik et leva les bras vers le ciel. Il tomba tué raide, par deux balles que le bolchévik tirait contre celui qui l'avait béni. Dans cette humble figure du pauvre moine on croit voir le symbole de la Sainte Russie et de sa résignation devant les épreuves.

En persécutant les serviteurs de l'Église, les bolchéviks ont aussi profané les sanctuaires les plus vénérés en Russie ; ils ouvraient les reliquaires des saints, souillaient les autels.

Les trois premiers mois de leur régime, ils promulguèrent un décret sur les associations « qui prétendent avoir des rapports avec des forces surnaturelles ». Ce sont à peu près ces termes que la loi bolchéviste applique à toutes les religions et confessions.

Malgré tout cela, la vie religieuse, loin de s'éteindre, a pris un essor plus grand que jamais.

Les bolchéviks expulsèrent des écoles les icônes et l'enseignement religieux, même facultatif. Les paroisses s'efforcent d'y suppléer en organisant des cours spéciaux dans les églises mêmes. Les bolchéviks tâchent d'empêcher même cela, mais la persécution stimule le zèle. Des gens jadis indifférents, vinrent grossir les rangs des croyants et prirent une part active à la propagande et à la confession de la foi.

* * *

Je ne vais pas vous faire le triste tableau de la vie en Russie. Que peut-on ajouter à l'éloquent message du Patriarche Tychoné à tous les peuples de l'univers, à propos de la famine en Russie ? « Notre terre, autrefois si féconde et si florissante, est devenue un désert. Les demeures sont vides, les villages sont devenus des infirmeries où les malades sont abandonnés par les médecins, ou bien des cimetières où gisent des cadavres qui ne sont pas ensevelis. Celui qui se sent encore assez de force, s'enfuit, sans se retourner, du royaume de l'horreur et de la mort, en abandonnant sa terre et le foyer natal. Chaque jour, la détresse générale creuse une tombe plus profonde au peuple russe, et la mort implacable envahit des régions toujours nouvelles ».

Un détail pour illustrer les paroles du Patriarche. On écrit de Kazan, que la population de cette province se nourrit d'une espèce de terre glaise dont on fait du pain en y ajoutant un peu de farine. Sous le titre : « Secours aux affamés », nous lisons dans une feuille soviétique : « Il nous a réussi d'organiser la distribution des rations de terre glaise ».

La mort plane sur les villes et les campagnes, et pourtant, jamais le peuple n'a prié avec tant de ferveur, jamais la vie spirituelle ne se manifestait avec tant d'intensité. De nombreux témoignages viennent confirmer cela. Sous certains rapports, la vie des fidèles en Russie ressemble à celle des chrétiens des premiers siècles. Si ce n'est la maladie, le froid ou la famine, c'est la prison ou la terreur qui les guette. A tout moment, ils doivent être prêts à recevoir la mort ou le supplice. Et leur seul refuge est l'Église, leur seul soutien, une foi inébranlable. Privés de tout, ils subissent les épreuves avec ce détachement des choses terrestres auquel l'âme russe s'est faite durant des siècles. Et les gens ne perdent pas courage. Malgré la démoralisation pratiquée dans les écoles, en dehors d'elles une nouvelle jeune génération se forme en Russie. Elle passe par une rude école de travail et de privations, mais elle est loin de désespérer. Au contraire, cette jeunesse croit fermement que l'avenir est à elle...

Ainsi vivent ceux qui sont restés là, en Russie, ne pouvant ou ne voulant pas abandonner le sol natal. Près de deux millions de Russes ont dû quitter la patrie. Le spectre de la prison et du supplice ne frappe pas à leurs portes, mais leur détresse est quand même grande. Beaucoup, sinon la plupart d'entre eux, se sont trouvés à l'étranger sans moyens d'existence, ayant quelquefois de grandes familles sur les bras, des vieillards infirmes, des enfants à nourrir et à élever. A tous ces déboires s'ajoutent encore d'autres revers : l'émigration crée un état d'âme bien connu de tous ceux qui ont pu l'observer durant la guerre : subitement transplantés dans un nouveau milieu, après bien des épreuves, les gens ne se retrouvent qu'avec difficulté, leur volonté est brisée, et ils se laissent facilement aller à la dérive.

Mais la catastrophe russe a arraché du sol natal aussi des milliers de jeunes gens, énergiques, en pleine possession des forces morales et physiques. Tous, ils vivent comme jadis les Juifs en Égypte, le regard toujours tourné vers la terre promise.

L'heure du retour n'a pas encore sonné. Combien d'entre eux auraient donné avec joie leur vie pour la libération de la patrie, comme l'ont fait tant de leurs frères ! Ils sont enflammés de la même foi qui réchauffe le cœur de ceux qui sont restés en Russie.

Voici, une entre mille, l'histoire d'un adolescent qui, presque enfant, est allé se battre dans les rangs de l'armée volontaire, contre les bolchéviks. Il était, comme bien d'autres de ses camarades du même âge, animé d'une foi ardente. Combien d'enfants ont péri victimes de la guerre civile !

Avant de rejoindre son régiment, comme il ne savait pas ce qui l'attendait, il a laissé cette lettre à ses parents : « Chers Papa et Maman. Je vous remercie beaucoup pour tout ce que vous avez fait pour moi. Au nom de Dieu, ne pleurez pas à cause de moi, mais soyez joyeux. Souvenez-vous de moi aussi souvent que possible et surtout priez bien souvent pour moi, faites célébrer des messes pour le repos de mon âme. Que Dieu vous garde. Soyez heureux ! Au revoir, à bientôt. Je souhaite le bonheur à tous ».

Ce garçon n'est pas rentré de la guerre. Et combien de ses camarades, des adolescents aussi purs et aussi prêts au sacrifice que lui, ont dû, à contre-cœur, cesser une lutte inégale, pour être évacués avec l'armée Wrangel ! Ils habitaient dernièrement à Galipoli en Thrace, sur les côtes de l'Adriatique et ailleurs, parfois dans des conditions dont il est difficile de se faire une idée.

Voici ce qu'on écrit sur la vie à Galipoli : « Des gens habitent des excavations de rocher, des citernes, des souterrains, des mausolées, des caveaux, au milieu des tombes du cimetière, dans des maisons démolies, des mosquées abandonnées, des bains ». Et malgré tout,

le courage n'abandonne pas ces gens. Ils n'ont pas de lits ; ils s'en font avec des branches d'arbres. Ils vont chercher des briques à huit kilomètres à la ronde pour faire des poêles. Ils ont arrangé de petites chapelles de campagne. Des boîtes de conserves leur servent pour confectionner des chandeliers et les objets nécessaires pour l'office divin. Des officiers ont peint des icônes. D'excellents chœurs se sont formés qui chantent pendant la messe... Et ces gens sont prêts à subir toutes les épreuves, n'attendant que le moment où ils pourront de nouveau servir la cause de la patrie.

* * *

Verrons-nous bientôt la terre promise ?...

Il est bien difficile de répondre à cette question. Quoi qu'il en soit, nous autres Russes, nous ne pouvons pas être pessimistes quant à l'avenir de la Russie : Quand même les bolchéviks détruiraient tout ce qui est en leur pouvoir, cependant le sol russe contient tant de richesses naturelles, son peuple possède une sève si vigoureuse, que la reconstitution de la Russie se fera, beaucoup plus vite qu'on ne le pense, dès que le régime actuel aura pris fin. Tôt ou tard la Russie reprendra ses forces et sa place dans le monde, sans s'informer de celle qui lui a été réservée par les chancelleries diplomatiques, et cela arrivera peut-être plus tôt qu'on ne le pense. Quant à sa régénération morale, elle la puisera dans le sang de ses martyrs : *Sanguis martyrum, semen christianorum*.

Non, la sainte Russie n'est pas morte, cette Russie que les bolchéviks ont fait descendre dans les catacombes et celle qui traîne son existence au milieu des cavernes et des mausolées de Galipoli. C'est elle qui est la vraie Russie, et non pas la Russie de Lénine et de Trotsky, la Russie des Soviets et de la terreur rouge.

* * *

Notre état actuel est bien triste, et certes pour quelqu'un qui arrive de l'empire des Soviets en Occident, il ne peut pas y avoir d'autre comparaison que celle de l'enfer et du paradis.

Mais quand l'œil s'accoutume à ne plus voir à chaque pas le spectre de la terreur, il ne tarde pas à distinguer que tout n'est pas soleil dans ce paradis et qu'il n'y manque pas d'ombres et de nuages.

Des flots de sang ont été versés. Peut-on dire que l'humanité soit devenue plus heureuse, que les causes et les motifs des catastrophes aient été éliminés, que les grands principes pour lesquels tant de sacrifices ont été accomplis, triomphent dans le monde ? L'Europe ne traverse-t-elle pas une crise économique et internationale aiguë et par-dessus tout une crise morale et religieuse ? Où voit-on des hommes nouveaux, des idées nouvelles ? Ne voit-on pas à leur place une lassitude infinie, un désenchantement général ?

Dans une récente allocution au Collège des Cardinaux, Sa Sainteté le Pape a dit :

« Les peuples à qui la guerre a infligé tant de ruines de tous genres, aujourd'hui désirent ardemment la paix, la paix intérieure et la paix extérieure. Et nous voyons avec peine et inquiétude que le traité solennel de paix n'a pas été consacré par la paix des âmes. Presque toutes les nations, spécialement celles de l'Europe, continuent à se déchirer entre elles, en proie à des conflits si graves et si aigus que, pour les apaiser, on sent de plus en plus le besoin de l'intervention miséricordieuse de Dieu, qui a en main « force et puissance », grandeur et domination de toutes choses ».

Non, la paix extérieure n'a pas apporté de paix à l'intérieur. Les canons ne grondent plus, mais le poison de la haine mutuelle, loin de cesser, semble redoubler de violence. A la haine entre peuples ennemis, s'ajoute une haine sociale aiguë. Il est rare de voir la joie de vivre, partout une lutte sans trêve pour l'existence personnelle. L'égoïsme, comme principe directeur de la vie, tel est le mal et le danger de la vie moderne en Occident, une triste réaction après une ère d'abnégation sublime.

Certes, cette tendance n'est pas générale, — les paroles du Saint-Père en font foi, — mais ceux qui sentent et pensent autrement, l'Europe chrétienne, l'humanité chrétienne est divisée, et sa division la rend impuissante. Tandis que, dans un pays qui est presque la moitié de l'Europe, nous voyons le triomphe du mal et de la violence, tandis que les mêmes forces occultes mènent leur travail souterrain dans tous les pays de l'Europe et savent unir leurs efforts pour réaliser leurs buts, seuls les chrétiens ne trouvent pas de langue commune, ne veulent pas et ne savent pas s'unir.

La scission du monde chrétien est un mal dont nous, chrétiens, sommes tous responsables sans distinction de confession, et dont aussi nous souffrons tous.

Poursuivant leurs chemins, isolées l'une de l'autre, dans le courant des siècles, l'Église orthodoxe ainsi que l'Église catholique n'ont pas pu échapper à certains défauts inhérents à tout développement historique et dont la cause peut être attribuée à leur scission.

Certes, l'Orient a développé le caractère mystique qui est l'essence de la religion, mais le revers de la médaille a été une passivité qu'on nous reproche avec raison.

L'Occident a toujours été plus actif dans la réalisation pratique du royaume de Dieu. Mais en travaillant à christianiser le monde, il lui est arrivé parfois, au lieu de cela, de matérialiser l'idée religieuse.

Quand on se rend compte du bilan historique des deux Églises, on arrive à comprendre quelle force incommensurable aurait pu produire l'union de l'Orient et de l'Occident, des deux principes : contemplatif et actif.

Il faut bien l'avouer. Jusqu'à présent, catholiques et orthodoxes, nous pensons trop à ce qui nous sépare et pas assez à ce qui nous unit en matière de foi. Nos différences ont une importance qu'il est hélas ! impossible de contester. Mais si nous ne faisons que les affirmer, nous n'aurons rien fait pour les faire disparaître.

Et tout d'abord, il faut mieux se connaître. L'étude scientifique la plus impartiale ne suffit pas à l'œuvre du rapprochement. L'essence intime de la foi ne s'ouvre qu'aux âmes aimantes et charitables. Ce ne sont pas des controverses théologiques, mais un grand courant de vrai amour chrétien et de charité active, une prière fervente allant au-devant de la Grâce divine. Voilà ce qui pourrait remédier à l'état actuel des choses, rendre à l'humanité chrétienne l'unité qu'elle a perdue.

Je suis heureux de pouvoir vous rendre ici, en Belgique, un hommage reconnaissant pour les œuvres de charité dont vous faites preuve à l'égard de mes compatriotes, suivant le noble et généreux exemple de S. S. le Pape. Nos malheurs serviront peut-être à notre rapprochement et donneront des occasions de nous mieux connaître. Cela pourra dissiper bien des préjugés. Puisse ce même esprit de charité mutuelle frayer le chemin à des réalisations bien autrement importantes ! Puisse-t-il avoir raison de nos dissensions ! « Les barrières confessionnelles ne s'élèvent pas jusqu'au ciel », a dit l'un de nos évêques.

Le jour où se réalisera l'union des églises, quand d'un élan commun l'Occident et l'Orient, apportant chacun les trésors de leur expérience religieuse, pourront se compléter mutuellement, s'entraider pour corriger les déviations inhérentes à tout développement historique, le jour où l'esprit contemplatif de l'Orient viendra se joindre à l'activité vivante de l'Occident, ce jour-là sera le commencement d'une nouvelle ère dans la vie de l'Église et de l'humanité. Celui qui aura vu ce jour, pourra dire : *nunc dimittis servum tuum, Domine.*

Et ce jour viendra : telle est la foi et la prière ardente de tous les membres de l'Église du Christ en Orient et en Occident. Il sera plein de joie comme le jour de Pâques, quand au salut traditionnel de l'Orient : « Le Christ est ressuscité », il entendra l'Occident lui répondre : « En vérité, Il est ressuscité ! »

Prince GRÉGOIRE TROUBETZKOÏ.



Réforme de l'administration

(Troisième article)

Il faut faire des économies ! Tel est le point de départ des préoccupations de ceux qui mettent en avant la réforme des administrations.

Pour nous, cette réforme doit avoir une portée plus haute, viser plus loin. Elle doit avoir pour but et pour effet de donner aux pays de meilleurs fonctionnaires, plus instruits, plus cultivés surtout, dès lors plus ouverts aux idées et aux procédés de travail qui ne sont pas consacrés par la routine. Les économies viendront par surcroît dans une administration peuplée uniquement de compétences qui sauront organi-

ser et diriger le travail administratif avec le minimum de personnel, de paperasserie et de temps.

Je vais indiquer quelques réformes qui, d'après moi, produiraient ces résultats définitivement, sans retour offensif possible des abus que l'on veut atteindre et qui renaîtront toujours après le passage d'une Commission technique à la recherche de fonctionnaires inutiles, pour autant qu'elle les ait découverts.

Voici toutefois, en attendant les grandes réformes, quelques économies que l'on pourrait faire tout de suite, si l'on veut en faire, et qui portent sur des dépenses inutiles et même nuisibles :

1^o Supprimer les décorations. On supprimerait du même coup les employés qui s'en occupent, pour avoir une réserve pour les nominations à venir. On supprimerait les frais d'arrêts, de publications, d'achats d'insignes, etc. Et l'on redonnerait quelque valeur aux décorations qui brillent actuellement d'un terne éclat sur la poitrine de tous les braves Belges.

2^o Supprimer les recommandations des membres des Chambres auprès des Ministres. On pourrait supprimer du même coup dans chaque cabinet de ministre, deux, trois, quatre attachés qui ne s'occupent que d'envoyer des accusés de réception et des notes aux services que la chose concerne. Ceux-ci se verraient allégés du travail que demandent les réponses au cabinet.

3^o Supprimer les questions adressées par les parlementaires aux Ministres et qui occasionnent aux bureaux beaucoup de besogne, la plupart du temps utile seulement pour le député qui a posé la question — et encore !

4^o Supprimer un tas de publications au *Moniteur* dont l'impression coûte cher et qui sont aussi la source pour les bureaux de beaucoup de travaux matériels sans aucune utilité !

En voilà assez pour les hommes de bonne volonté qui voudront, comme le Taciturne, entreprendre sans espérer.

* * *

Mais il y a mieux à faire. Les déficiences dans l'organisation des administrations que j'ai signalées — après beaucoup d'autres, du reste — et en m'appuyant sur leur témoignage, nous conduisent sur le chemin des réformes profondes, efficaces, qu'il y a lieu d'étudier et d'appliquer. Je ne puis indiquer que les grandes lignes.

Dans l'administration, comme dans toute grande œuvre, il y a deux ordres de fonctions distinctes : les fonctions de direction et celles d'exécution ; il y a le travail intellectuel et le travail matériel. Elles exigent, des agents qui sont appelés à les remplir, une préparation, des capacités, des méthodes de travail et une rémunération différentes. Aussi le recrutement, l'avancement, les cadres de ces deux catégories d'agents devraient-ils se faire et être établis sur des bases distinctes.

Actuellement, dans la plupart des administrations, les cloisons qui séparent, en principe, ces deux ordres de travaux et de fonctions, sont renversées. Les commis ont le droit de devenir directeurs, et ils se préparent souvent à cette situation en accomplissant leur besogne de commis. Ils ne le deviennent pas d'emblée, mais à la force de l'ancienneté et sous le couvert des services rendus, services réels du reste, mais qui n'ont aucun rapport avec les positions qu'ils ambitionnent.

Et comme il n'y a tout de même pas assez de places prévues dans le cadre supérieur pour satisfaire tout ce monde

qui pousse d'en bas, on crée des places, « on fait du cadre », comme l'a si bien dit l'éminent Ministre d'État Woeste, en mettant une fois de plus le doigt sur la plaie. Il en résulte une pléthore de fonctionnaires supérieurs, une congestion cérébrale à l'état permanent dans l'administration, et la création de chefs de bureau sans bureau, de chefs de division sans division et de directeurs sans direction.

J'ai connu au ministère des Sciences et des Arts, un directeur qui était parvenu à cette haute situation sans jamais changer d'attributions, et elles consistaient à faire les liquidations de subsides à des œuvres d'enseignement, besogne de commis purement matérielle. Et le jour où il m'apprit qu'il était nommé directeur, il me dit d'un air ennuyé et important : « C'est dommage, M. le Ministre m'a justement fait appeler pour me féliciter au moment où je n'avais plus que trois noms et deux chiffres à copier, pour terminer une ordonnance de payement » !

Oui, c'est dommage !

Au ministère des Sciences et des Arts, il y a actuellement, il y avait du moins en mai 1921 (car depuis lors cela n'a fait que croître et embellir par l'introduction dans les cadres supérieurs d'un tas de primaires), 65 fonctionnaires, 263 employés et 71 huissiers, garçons de bureau et nettoyeuses ! Cela fait un fonctionnaire pour quatre employés ! Et cette situation n'est nullement spéciale à ce ministère, que je cite uniquement parce que j'ai les renseignements sous la main.

Naturellement il ne s'agit pas d'empêcher les employés de rang inférieur de parvenir à une situation convenable et de les condamner à végéter avec un traitement de famine toute leur vie. Mais qu'ils s'élèvent dans leurs cadres, sur un autre plan que celui où évoluent et montent les diplômés qui auront fait preuve d'activité et de capacités de direction et d'organisation. Il faudrait pour cela, que le grade et le traitement ne fussent pas toujours et nécessairement liés et que les employés inférieurs pussent obtenir une rémunération suffisante et progressive sans sortir de leur cadre.

Le système actuel est non seulement funeste pour l'administration ; il coûte très cher et il ouvre les portes toutes grandes aux abus, au favoritisme, aux influences politiques, aux intrigues. Le pouvoir de nomination donné et reconnu aux chefs hiérarchiques devrait être endigué par des règlements limitant l'arbitraire et donnant des garanties aux fonctionnaires. Les règles de recrutement et d'avancement, une fois fixées, devraient être observées pour tout le monde, même pour les ministres, même pour leurs chefs de cabinet, secrétaires et attachés. Si nous avions eu des ministres réellement démocrates, au lieu de faire des nominations de faveur, ils auraient établi des recours juridictionnels efficaces pour assurer aux fonctionnaires l'observation des règlements et de règlements qui ne soient pas élastiques. On peut donner aux fonctionnaires des garanties sans porter atteinte au principe de subordination hiérarchique.

A quand le statut des fonctionnaires ?

* * *

Pour ne pas abuser de la patience des lecteurs et de la bienveillance de la *Revue* qui m'a permis d'exposer la question, je ne m'étendrai pas plus longtemps sur cette question de recrutement et d'avancement des agents de l'administration. Je voudrais encore dire quelques mots sur un autre aspect du problème : l'organisation du travail administratif.

Ici aussi, il faudrait distinguer et séparer. Il y a une part du travail de l'administration qui devra toujours se faire avec une certaine lenteur et avec l'observation de formes qui alour-

dissent la marche des opérations ; c'est la préparation des lois et des règlements qui assurent l'exécution des lois, c'est l'interprétation de ces lois et règlements et la solution des cas litigieux. C'est aussi l'examen des grandes questions dans les administrations techniques. Pour ces affaires importantes, il faut évidemment des études, des recherches, de la réflexion, des échanges de vues et de projets. Et cela prend du temps !

Mais il y a un tas d'affaires administratives qui peuvent être traitées et liquidées à peu près au jour le jour ; des demandes d'éclaircissements de la part des autorités subordonnées ou de particuliers, auxquelles il peut être répondu immédiatement.

Mais il faudrait, pour stimuler l'activité des employés, que les chefs de service aient sur eux une réelle autorité. Ils ne l'ont pas, la plupart du temps, parce que les employés ne dépendent pas d'eux pour leur maintien et leur avancement dans l'administration.

Et puis, on pourrait, pour beaucoup de matières, décentraliser le mode de travail, ne pas faire tout voir et tout signer par le chef de service et déléguer des signatures à des chefs de bureau responsables. Ceux-ci devraient avoir sur les employés un pouvoir de contrôle et de surveillance sanctionné par le droit d'adresser des avertissements et de proposer des mesures disciplinaires et des privations de traitement et d'avancement, sous le règne des garanties juridictionnelles dont j'ai parlé plus haut.

* * *

Amélioration du recrutement et de la sélection des fonctionnaires, distinction entre le cadre des fonctionnaires et celui des employés quant aux conditions d'admission et d'avancement, de centralisation du travail et des responsabilités, suppression de rouages intermédiaires qui sont le prétexte de pérégrinations longues et inutiles des dossiers-voyageurs, en voilà plus qu'il ne faut pour tenter l'esprit novateur d'une Commission technique et de plusieurs ministères. Aussi m'arrêterai-je ici.

Je ne cite que pour mémoire la nécessité signalée autrefois par un fonctionnaire très capable et très méritant, M. Capelle, d'associer davantage l'administration aux intérêts vitaux de la nation, de faire appel d'une manière continue à l'initiative des fonctionnaires, de les autoriser à exposer leurs idées, à défendre même publiquement devant les Chambres ou devant les commissions parlementaires, les projets auxquels ils ont collaboré.

C'est dans des mesures de ce genre que l'on trouverait facilement la réalisation de ce qu'on a cherché jusqu'ici en vain : le règne des compétences dans l'administration, qui ne peut être autre que le règne des compétences administratives. Les ministres, chefs politiques ; les fonctionnaires supérieurs, chefs techniques de l'administration, responsables et maîtres du travail et du personnel, voilà la solution.

Pour le surplus — j'aurais peut-être dû commencer par où je vais finir — on dit que l'administration s'étend démesurément, que la bureaucratie se développe, que les services nouveaux ne cessent de sortir de terre. Mais il faut bien admettre qu'il y a une part d'hypocrisie dans les cris et les alarmes que le spectacle de cet envahissement arrache à plusieurs.

L'administration ne s'étend pas, on l'étend. Les bureaux ne se développent pas, on les développe.

Qui, « on » ? M. tout le monde représenté par le Parlement.

On fait appel sans cesse à l'intervention de l'État ; on in-

voque sa sollicitude pour toutes les catégories de citoyens, depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse. L'État ne peut répondre à ces appels qu'en créant des bureaux pour exécuter les lois, qu'on vote à jet continu, et pour exercer les attributions nouvelles qu'on ne cesse de lui imposer.

Que l'on s'en prenne donc à l'étatisme et à ses multiples manifestations, si l'on veut enrayer sûrement, une fois pour toutes, le développement de la bureaucratie.

Dans le développement de celle-ci, l'administration ne joue qu'un rôle passif. Elle n'en est pas la cause, elle en est tout simplement l'instrument et, à beaucoup de points de vue, la victime.

* * *



Benoît XV, la Belgique et la Guerre ⁽¹⁾

Le temps parfois travaille mieux que nos impatiences les plus généreuses.

Vous souvient-il du lendemain de l'armistice ? Vous rappelez-vous encore, après le délire de la libération et l'hommage enthousiaste aux héros de la guerre, cette autre apothéose, à peine moins fervente mais quelque peu idolâtrique : l'apothéose des Trois ? Vous ne l'avez pas complètement oublié : lorsque se réunit la Conférence de Versailles, trois demi-dieux, en qui ne se reconnaissent qu'imparfaitement les grands peuples de l'Entente, Wilson, Clémenceau, Lloyd George, constituèrent une Trinité nouvelle, assez différente de l'Ancienne, de celle qu'on invoquait jadis, j'en atteste les protocoles classiques : « *In nomine sanctae et individuae Trinitatis !* » Pour deux des trois « surhommes », que ces jours d'adulation universelle sont déjà loin ! En Amérique, Wilson a disparu de la scène, désavoué par le Sénat, contredit par son successeur Harding, et ces jours mêmes, le président de la Conférence de Washington, M. Hughes, dans son discours inaugural, « passait complètement sous silence, et comme si elle n'avait jamais existé, la Société des Nations » (2).

En France, Clémenceau s'est consolé en homme d'esprit, en philosophe, par un voyage au pays du Bouddha, d'une disgrâce qui se prolonge inquiétante pour ses quatre-vingts ans ; et son meilleur secrétaire, le publiciste Tardieu, dont il avait imaginé de faire un Abel Servient ou un Talleyrand, dépense 500 pages à contester que son maître ait été la dupe de Wilson ou de Lloyd George. Le « Premier » britannique trône plus confortablement, semble-t-il, dans les brouillards de la Tamise ; son succès récent est un beau et sympathique succès ; encore se double-t-il d'une surprise, car cette émancipation de l'Irlande, peut-elle passer pour son œuvre, après qu'il a tant fait pour l'empêcher ?

Mais voici que l'homme qui, au cours des années dernières, fut tant méconnu, ostracisé par le pacte de Londres, écarté de la Conférence de Versailles, puis de la Société des Nations, l'homme qui s'est révélé immuable en son programme d'action charitable et de paix chrétienne, le Pape monte à l'horizon de la société moderne, il voit les peuples et les gouvernements revenir à lui : la Suisse, après une rupture de 50 ans le Danemark, et l'Angleterre même, après une rupture de quatre siècles, la France aussi, vous savez dans quelles conditions pleinement honorables pour la Papauté.

Pourrais-je résister à l'envie de vous lire les réflexions humoristiques de M. Clément Vautel, sur la récente interpellation de M. Héry au Sénat français ?

« Avez-vous remarqué ? Les théâtres n'affichent que des reprises.

A son tour le Sénat remet en scène une bonne vieille pièce anticléricale. Et le Sénat fait le maximum : tous nos pères conscrits sont à leurs places ; il y a un monde fou dans les tribunes.

(1) Conférence donnée à Bruxelles, le 19 décembre 1921, par M. KARL HANQUET, professeur à l'Université de Liège.

(2) Cette observation est de M. GEORGES LECHARTIER, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 décembre 1921.

Et M. Héry s'est écrié :

— Allons-nous devenir une République de sacristains ?

Vraiment, quand on entend ces choses-là, on se sent rajeuni... Il semble qu'on revive les heureux jours d'avant-guerre, à l'époque où nos bons parlementaires prononçaient de grands discours sur l'immortalité de l'âme, le *Syllabus*, la lumière sous l'éteignoir de l'obscurantisme, l'alliance du sabre et du goupillon. Vous vous souvenez du père Dulac ? Ah ! c'était le bon temps ! On avait un gros poulet pour cent sous et les appartements vacants abondaient dans tous les quartiers.

Mais nous n'écoutons plus la *Main noire* ou la *Main des Jésuites* avec la même conviction... Les vieux mélés nous font sourire aux moments les plus dramatiques, et c'est en vain que M. Héry nous montre d'un air terrifié le spectre de Basile guettant la trop confiante Marianne pour la séduire et l'égorger — nous ne marchons pas.

* * *

On rend généralement hommage à Benoît XV et justice pour ses efforts, pendant la guerre, en vue d'atténuer, en faveur des uns et des autres, des Belges surtout, les effets cruels du fléau.

Que le Pape ait marqué sa compassion à nos populations sinistrées, renoncé au Denier de Saint Pierre et prélevé souvent sur sa propre pénurie de larges aumônes ;

qu'il ait, du premier jour, intéressé à notre détresse les Etats-Unis (1) et qu'il lui revienne, pour sa lettre au Card. Gibbons, une part considérable dans l'œuvre de salut de la Commission for relief (2) ;

qu'il ait réussi à nous conserver, dans le naufrage de toutes nos libertés, la liberté religieuse et, par celle-ci, l'endurance patriotique ;

qu'il ait sauvé nos clochés (3) — sinon tous nos cuivres :

cela n'est pas niable ; et cela dépasse ce que d'aucuns appellent de « menus services » ; cela est d'ailleurs naturel — venant de lui !

C'est Benoît XV qui obtint, malgré mainte contradiction, l'internement en Suisse d'innombrables prisonniers de guerre, leur salut (4). Et le gouvernement britannique l'en remercia officiellement : « Le S. Siège, écrivait-il, a été inspiré par les grands sentiments humanitaires dont il a fait preuve durant le cours de la guerre... » ; il a été animé d'une inépuisable bonne volonté.

A Bruxelles, mieux encore que dans ma province, l'on connaît un autre ordre d'interventions, que les prétentions de l'autorité allemande rendaient délicates, et même périlleuses. N'est-on pas porté à oublier, à Bruxelles comme dans ma province, que la Nonciature de la chaussée de Wavre a obtenu, pour le seul mois de septembre 1916, la vie de 13 condamnés à mort (5) ? Je cite ce chiffre à titre d'exemple ; je n'ai pas les statistiques de la chaussée de Wavre (où je ne me suis pas rendu une seule fois depuis l'armistice) ; je sais par la presse nullement cléricale, par l'*Italia*, que, en mars 1918, le Pape télégraphia personnellement au Kaiser pour sauver la tête de notre sénateur très socialiste, M. Colleaux (6).

Or, j'entendais que le projet de publier les portraits de tous les graciés s'était heurté au refus de plusieurs d'entre eux et qu'il fallut l'abandonner. « Le Pape, ont-ils donné pour toute raison, n'a fait que son devoir ! » — Avouons que les lépreux de l'Évangile étaient moins lépreux... !

Quand les Allemands se mirent à déporter nos prétendus chômeurs — c'était à la fin de 1916, vision hivernale, vision infernale — la protestation pontificale retentit, le 4 décembre. Le Cardinal Mercier avait adressé à Benoît XV un appel pathétique, le 12 novembre 1916.

Dès qu'il est informé donc, le Pape élève la voix ; entendez-le :

« L'horrible folie de cette guerre ne crie-t-elle pas l'immensité du carnage et des ruines, que cause le mépris des lois destinées à régler les relations internationales ?... Les citoyens paisibles sont arrachés en foule de leurs maisons et déportés, parmi les pleurs de leurs mères, de leurs épouses et de leurs enfants... Il se commet, sur terre et sur mer, de tels forfaits, que l'âme en est bouleversée de tristesse et d'horreur... Mais nous, continue Benoît XV, nous déplorons ces maux, nous condamnons... »

(1) Voir, à ce sujet, QUIRICO, *Des faits et non des mots*, pp. 21-22.

(2) Sur la lettre au Cardinal Gibbons, du 28 octobre 1916, et sur les résultats magnifiques de cet appel pontifical aux catholiques des Etats-Unis, voir QUIRICO, *Des faits et non des mots*, pp. 25-26.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 53.

(4) *Id.*, *ibid.* pp. 7 et suiv.

(5) Voir MISONNE, *Le Pape, la Belgique et la Guerre*, p. 74.

(6) Voir GALLEY, *Le Pape Benoît XV et la Guerre*, p. 278.

nous ces injustices, où qu'elles se produisent et quel qu'en soit l'auteur » (1).

Or, le même jour, ce même 4 décembre 1916, le Conseil Fédéral Helvétique, invité par certains cantons à protester contre les déportations, répondait en ces termes négatifs : « Nous ne pouvons admettre que nous ayons une obligation morale d'élever la voix et de protester... » (2).

J'ai hâte d'ajouter que le S. Siège trouva des imitateurs : les États-Unis protestèrent énergiquement et furent éconduits (3) ; le gouvernement de la Haye adressa, le 2 décembre, une note à Berlin, où il déclarait qu'« il se serait abstenu de faire auprès du gouvernement impérial une démarche, si la déportation n'avait frappé des sujets belges réfugiés d'abord aux Pays-Bas et qui étaient rentrés dans leurs foyers sur la foi de garanties... données par l'entremise des autorités néerlandaises, garanties portant qu'ils ne seraient pas déportés en Allemagne ».

L'Espagne intervint avec le plus généreux empressement, mais finalement se voyant « hors d'état d'obtenir la fin du cauchemar », elle proposa l'arrangement suivant : « 1° Le nombre des ouvriers réquisitionnés pour le travail forcé en Allemagne ne dépassera pas 250.000 ; 2° ces ouvriers seront exclusivement recrutés parmi les chômeurs assistés par la bienfaisance publique ou privée... ».

Vous trouverez, comme moi, que la protestation pontificale n'était pas, de toutes, la moins énergique. Elle ne fut pas la moins efficace (4). Le Saint-Siège, non content de parler haut et ferme, avait mis en œuvre les ressources d'une diplomatie aussi habile qu'obstinée ; il obtint, en février 1917, un premier succès : le gouvernement impérial fit savoir au Saint-Siège qu'il cesserait à l'avenir les déportations, et qu'il avait renvoyé tous les ouvriers déportés par erreur » (5).

Succès précaire, hélas ! les déportations, quoique ralenties, continuèrent pendant plusieurs mois ; les rapatriements traînèrent affreusement. Alors, nous affirme une voix d'outre-tombe, la voix non suspecte d'Erzberger (6), la diplomatie pontificale fit entendre qu'on n'abuserait pas impunément de l'autorité du Saint-Siège. « *Les Affaires Étrangères* avaient nettement l'impression que le Vatican ne tolérerait pas qu'on abusât de lui ». Et Erzberger ajoute, entre autres précisions : « Le nonce Pacelli lui-même, à l'occasion d'un séjour à Berlin en 1917, a énergiquement agi en faveur de la cessation des déportations ».

Mesdames, je me suis à dessein étendu sur cette question, parce que l'opinion belge s'égare, sans aucune justice, en ce domaine. Tout récemment un de vos concitoyens, M. Alb. Henry, dans un intéressant volume sur l'occupation allemande en Belgique, consacrait cent pages aux Déportations. Il n'y mentionne pas la protestation pontificale du 4 décembre connue dès cette date par tous les hommes un peu avertis. Il n'y mentionne pas les démarches de la diplomatie pontificale et ses résultats, connus depuis 1918 en Belgique par les milliers de lecteurs de la brochure de M. l'abbé Misonne. Il n'y mentionne pas le témoignage décisif d'Erzberger.

Je ne connais pas personnellement M. Alb. Henry, et je le crois incapable de manquer sciemment à la vérité ; peut-être lui arrivera-t-il quelque écho de cette causerie. Qu'il se hâte de combler l'impardonnable lacune de son livre ; il prouvera que, s'il a la plume un peu légère, du moins est-il indemne de la maladie évangélique, trop inélégante.

* * *

Reprocherait-on plutôt à Benoît XV son pacifisme ?

Dès le lendemain de son élection, quatre jours après, le 8 septembre 1914, Benoît XV adressa au monde ses premières paroles pontificales,

(1) Voir le texte complet de la protestation pontificale dans STRUCKER, *Die Kundgebungen Papst Benedikts XV*, pp. 65-67.

(2) Cité par DEPLOIGE, *La société chrétienne des nations*, dans la « Revue des Jeunes », 1919, p. 271, note 3.

(3) Sur la protestation des États-Unis et celle des Pays-Bas, ainsi que sur les actives interventions de l'Espagne, voir ALBERT HENRY, *Études sur l'occupation allemande en Belgique*, Bruxelles, 1920, pages 128 et suivantes.

(4) Je retrouve ceci dans mes papiers personnels : le 16 décembre 1916, une haute personnalité belge, sachant que je m'employais à organiser par avance l'assistance aux chômeurs de la province de Liège, m'écrivit : « Le cardinal de Cologne nous dit que les transportations d'ouvriers belges n'auront plus lieu et que *probablement* on rapatrierait ceux qui ont été enlevés ».

(5) Voir MISONNE, *Le Pape, la Belgique et la Guerre*, p. 71.

(6) Dans ses *Souvenirs de guerre*, pp. 23-24, 232 et suiv., 316 et suiv. ; je cite d'après la traduction française, parue chez Payot, Paris, 1921 ; l'édition allemande porte la date de mai 1920.

c'était une imploration de paix. Le 1^{er} novembre suivant, il renouvelle cette exhortation aux peuples et aux gouvernements. A chaque anniversaire des journées d'août, à chaque fête de Noël, en plus de trente occasions, le cri pontifical ne cessa de retentir, plus pathétique à mesure que la guerre se prolongeait et s'aggravait. L'adjuration pacifique devint, dans le message du 1^{er} août 1917, aux chefs des États belligérants, proprement pacifiste : Benoît XV y précisait, avant Wilson, les conditions de la paix ; il esquissait le plan d'une Société chrétienne des Nations. Ainsi se marque, en son trait essentiel, la physionomie de Benoît XV : il est le Pape pacifique et pacifiste.

Abréger la guerre, supprimer la guerre : voilà sa pensée de tous les instants, la tâche qu'il assume, tout de suite après le gouvernement spirituel de l'Église, et pour ainsi dire sur le même plan que cette fonction essentielle, se souvenant de l'enseignement du Maître : « Il y a deux commandements, et le second est aussi grand que le premier ».

Remarquez-le tout de suite : ce cri de paix, quand Benoît XV l'a-t-il d'abord lancé ?

— Le 8 septembre 1914, aux jours inoubliables de la Marne ; en second lieu, le 1^{er} novembre 1914, au lendemain de l'épopée de l'Yser : c'est-à-dire lorsque la vague insolente était brisée, et tout l'honneur, même militaire, de notre côté ; aux deux moments de la guerre qui furent, si l'on en excepte le tout dernier, les plus favorables à la Belgique et aux Alliés. Et son grand message de paix est du 1^{er} août 1917, date à laquelle les Alliés se prétaient à discuter les propositions de l'Autriche ; les Alliés, sauf l'Italie !

Au fond, Benoît XV n'a pas choisi son moment... Il suffit d'un peu de chronologie, pour constater, à l'évidence, que Benoît XV est intervenu en toute occasion — *opportune, importune* — qu'il a voulu constamment, coûte que coûte, vaille que vaille, remplir sa mission de réconciliateur-né des peuples chrétiens.

De réconciliateur juste, de justicier incorruptible ! Dans la trentaine d'actes pontificaux relatifs à la paix, je défie le critique le plus sévère de découvrir une ligne, un mot où se reconnaisse le pacifisme romantique et bêlant des francs-maçons ou des internationalistes rouges, ou bien le pacifisme de lassitude des faibles et des tièdes : le défaitisme, ou encore le pacifisme d'occasion des brutaux, celui du Reichstag quand l'Allemagne se vit perdue. Le pacifisme de Benoît XV est d'une autre essence : il tient dans la formule chrétienne : *Justitia fundamentum pacis*, ou encore : « Le point fondamental doit être qu'à la force des armes soit substituée la force morale du droit » (1).

C'est ce que comprit le président Wilson ; dans sa réponse au Pape, il proclamait : « Tout cœur humain que cette guerre n'a faussé ni endurci, doit être remué par l'appel touchant de S. S. le Pape, et reconnaître la dignité et l'intensité des sentiments nobles et humains qui inspirent Benoît XV ».

Ferri, un âpre ennemi de nos croyances et l'un des chefs du socialisme mondial, écrivait : « Un appel est parti d'un grand cœur, il a remué l'âme humaine... Le Pape est la plus haute personnification de l'autorité morale... Quoi que l'on fasse, son manifeste retentira longtemps dans la mémoire des peuples ».

Le Pape voulait la paix, mais dans la justice. Cette justice, il la voulait pour tous ! Pour la Belgique d'abord : libération totale de notre pays envahi, torturé, asservi ; rétablissement de l'État Belge dans sa pleine indépendance d'avant-guerre — politique, militaire, économique ; réparation de l'injustice commise, de tort subi... (2).

Il la voulait pour la Pologne catholique ; pour l'Arménie, l'éternelle

(1) Ce sont les propres paroles de Benoît XV dans le grand message du 1^{er} août 1917, voir STRUCKER ; *Die Kundgebungen*, p. 75.

(2) Que la « paix romaine » fût exactement une « paix belge », il n'y eut jamais place pour un doute sérieux à cet égard. L'acte pontifical du 1^{er} août 1917 formulait expressément cette condition : « évacuation totale de la Belgique, avec garantie de sa pleine indépendance politique, militaire et économique, vis-à-vis de n'importe quelle Puissance ». Cet acte posait, il est vrai, « comme principe général, quant aux dommages à réparer... une condonation entière et réciproque » ; mais il ajoutait : « Si, pour certains cas, il existe, à l'encontre, des raisons particulières, qu'on les pèse avec justice et équité » (Voir STRUCKER, pp. 76-77). Cette exception visait manifestement, avant tout autre pays, la Belgique, comme le Cardinal Gasparri tint à le préciser dans sa lettre contemporaine à Mgr de Giberques, évêque de Valence, publiée par GALLET, *Le Pape Benoît XV et la Guerre*, p. 188.

suppliciée de l'islam, schismatique d'ailleurs en grande majorité ; pour les peuples balkaniques : en général, pour toutes les nationalités, adultes et conscientes, qui réclament leur indépendance.

La justice, le Pape n'omettait de la réclamer que pour lui-même, pour la Papauté, dépossédée et détrônée (1).

Ce pacifisme de Benoît XV, un publiciste français peu suspect d'opportunisme ni de romantisme, M. Charles Maurras, ne le juge pas moins favorablement que nous. « Il y a longtemps, écrivait-il le 5 juin 1920, que l'*Action Française* signale aux démocrates et aux socialistes le pacifisme du Saint-Siège comme un pacifisme efficace. Car ce pacifisme a qualité pour exhorter « tous les hommes de l'univers à bien vouloir oublier leurs anciennes rancunes pour faire place à l'amour » et à la concorde ». Car ce Pape, tandis qu'il déconseille la guerre extérieure, ne prêche pas la guerre civile, et cela le distingue des pacifistes socialistes. Car cette prédication charitable n'est pas accompagnée des chants de guerre et des armements maritimes qui caractérisent le pacifisme de M. Wilson. Car le plan sur lequel se développe l'action papale est celui de la vie spirituelle, où s'agitent les agents profonds de l'antagonisme humain : un pouvoir qui adoucit les cœurs, éclaire les raisons, polit les mœurs, diminue la concurrence des intérêts, mortifie les passions, un tel pouvoir diminue les causes de guerre de façon indirecte mais sûre : il ne les supprime pas plus que l'éducation, la morale ou la religion ne suppriment les passions et les égoïsmes. N'est-ce rien que de les discipliner en quelque mesure ? C'est tout ce que l'on a pu jusqu'ici, en des temps meilleurs que ceux-ci, je veux dire plus favorables à la paix.

... Il est toutefois à noter qu'en insistant pour que les peuples reprennent entre eux des relations amicales et écartent toutes les causes de dissensions, le Pape a soin de spécifier une condition : « les raisons de justice étant naturellement satisfaites ». C'est encore un des points que les autres pacifistes oublient. Par la volonté de M. Wilson, la France, la Belgique, la Pologne, la Roumanie, l'Italie ont été les objets de criants dénis de justice, alors que le seul « droit » qui ait été respecté complètement a été celui de nos amis d'Angleterre, assez forts sur terre et sur mer pour l'imposer aux volontés de leur allié. Il est trop clair que, sur une base d'iniquité, la paix en elle-même reste « boiteuse et mal assise » : la violence injuste est trop forte, le juste dépouillé est laissé trop faible et trop nu.

* * *

Faute de pouvoir reprocher à Benoît XV son action charitable ou son pacifisme chrétien, ne pourrait-on regretter qu'il soit resté neutre entre les belligérants ?

Une anecdote, publiée par *La Croix* le 4 décembre 1918, fait entrevoir la vraie nature de ce neutralisme pontifical et montre combien il se confond avec le pacifisme ci-dessus décrit. Il s'agit d'une conversation très authentique (et mon expérience personnelle pourrait ajouter qu'il y en eut beaucoup d'analogues dans les camps d'outre-Rhin) entre un aumônier français et un officier allemand, docteur et professeur en médecine, ami de Ludendorff. L'entretien s'était porté sur Benoît XV.

« — Ah ! me dit le docteur, cette question est bien grave. Tous les journaux allemands qui ne sont pas catholiques, disent que le Pape est trop français et que l'Allemagne n'a rien à attendre de lui, l'influence des cardinaux français auprès du Vatican ne pouvant pas être contre-balancée par celle des cardinaux allemands, moins nombreux. La grande masse du peuple pense comme les journaux, et les bruits les plus divers qu'on fait courir sur le Pape, tels que l'envoi d'argent fait par le Vatican à la France pour soutenir la guerre contre l'Allemagne, sont acceptés et augmentés par la foule. Les catholiques, certains au moins, et ils sont nombreux, blâment, eux aussi, l'attitude du Pape pendant cette guerre, trouvant dans toutes ses notes des tendances contraires à l'Allemagne. Moi personnellement, ajoutait-il, comme catholique, je tiens à défendre le Pape et je dis qu'il est neutre ; je le fais par devoir, mais je sens bien cependant qu'il n'est pas pour les Allemands.

» Et il ajouta ses regrets que dans des circonstances aussi graves il n'y eût pas plus d'impartialité de la part du chef de l'Église.

J'avais tenu à ne pas l'interrompre pour avoir toute sa pensée sur ce point, mais je me suis hâté ensuite de lui dire : — Le Pape est jugé

de la même façon par la presse française en général, par la masse du peuple et par un grand nombre de catholiques, avec cette différence toutefois que les faveurs que vous lui reprochez d'avoir pour la France, chez nous, on lui reproche de les avoir pour l'Allemagne.

« Je ne parvins pas à le convaincre, et il me manquait les preuves, trop nombreuses hélas ! que j'eusse pu relever dans la presse française pour lui prouver mes dires. »

L'anecdote — j'allais dire : l'apologue — démontre à tout le moins que le Pape a rigoureusement tenu son propos d'impartialité entre les belligérants, puisqu'il a manifestement réussi à mécontenter les uns et les autres.

Mais voilà ! est-il admissible qu'il eût adopté pareille ligne de conduite ? A cette question, incontestablement délicate, je me rappelle la réponse négative que formulait, dans un brave « clandestin » (1), un de nos compatriotes, sous le pseudonyme d'aspect universitaire : « Albert de Louvain ».

« Nous ne parvenons pas à comprendre que, dans le conflit gigantesque qui met aux prises deux conceptions de la vie, deux civilisations, ou plus exactement la Civilisation et la Barbarie, le Droit et la Force, la Liberté et l'Oppression, le Pape soit resté neutre. »

Ainsi le Pape, d'après Albert de Louvain, aurait dû, non pas seulement juger dans son for intérieur, mais se prononcer publiquement, hautement pour les Alliés contre les Centraux ; trancher le nœud gordien des responsabilités immédiates et médiates ; excommunier Guillaume II, qui n'est pas catholique, le condamner, en pleine guerre et par contumace, alors que les Alliés vainqueurs tendent depuis trois ans à instruire son procès ; juger les méthodes de guerre : atrocités allemandes en Belgique, atrocités russes en Galicie... Avait-il les pièces du dossier, connaissait-il les secrets des chancelleries, et dans quelle guerre, à l'exception peut-être des croisades, conduites par la Papauté, le Saint-Siège assumait-il jamais semblable rôle ? Car, il faut laisser les apostrophes éloquentes et en venir sans phrases aux réalités :

Albert de Louvain eût-il voulu que Benoît XV, à l'aube du vingtième siècle, s'improvisât justicier dans une chrétienté depuis quatre siècles désunie, émiettée ; eût-il voulu, eût-il admis que le Pape renouât la tradition, imaginaire un peu, des Grégoire VII et des Innocent III ? Quand Grégoire VII déposait l'empereur Henri IV, lui pardonnait à Canossa et reprenait bientôt la lutte contre le Teuton parjure, n'oublie-t-on pas le régime public du temps, si bien exprimé par le poète :

... Un édifice

Avec deux hommes au sommet,

Deux chefs élus auxquels tout roi-né se soumet.

L'univers ébloui contemple avec terreur (?)

Ces deux moitiés de Dieu : le Pape et l'Empereur.

Quand Innocent III fulminait les sentences suprêmes contre Philippe-Auguste adultère et exerçait dans l'ensemble de l'Europe l'arbitrage le plus vigilant et le plus ferme, n'oublie-t-on pas que tout le pouvoir indirect de ce théocrate qui a réhabilité, aux yeux de plus d'un incroyant, la Théocratie, reposait sur l'unité de foi des princes et des peuples ? « La chrétienté tout entière, a superbement écrit Montalembert, n'est, pour Innocent III, qu'une majestueuse unité, qu'un seul royaume sans frontières intérieures et sans distinction de races, dont il est le défenseur intrépide au dehors et le juge inébranlable et incorruptible au dedans » (2).

En vérité, je craindrais d'encourir le soupçon de pédantisme si je prolongeais une dissertation historique qui est, hélas ! à cent lieues de notre sujet.

Un fait, plus actuel et trop certain, interdit de faire grief à Benoît XV d'une neutralité, qui était l'indispensable condition de son action charitable et de son action pacifiste, d'une neutralité qui ne fut à aucun moment — je le prouverai dans un instant — l'indifférence veule qu'on insinue.

Ce fait, c'est l'ostracisme infligé à la Papauté par le Pacte de Londres, de 1915, 26 avril.

Dans cet acte, l'Italie précisait les conditions qu'elle mettait à son entrée dans la guerre du côté des Alliés ; et la France, l'Angleterre et la Russie lui adjugeaient ces conditions (3).

(1) Pas la moindre allusion dans l'acte du 1^{er} août 1917, ni dans les autres messages pontificaux, à la question romaine ! Quel contraste entre l'attitude noblement désintéressée du Pape et le *sacro egoïsme*, doublé de sectarisme, de l'Italie, tel que le prôna le pacte de Londres, dont il sera question plus loin.

(1) *L'Ame Belge*, n° du 23 mai 1918.

(2) MONTALEMBERT, *Ste Elisabeth de Hongrie*, Introduction.

(3) C'est au gouvernement révolutionnaire de Russie que l'on doit la publication de ce document, vainement démenti pendant quelque temps par le gouvernement italien, et qui est désormais incontesté.

Titre XV. — « La France, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à appuyer l'action de l'Italie, à l'effet de ne pas permettre aux représentants du Saint-Siège d'engager une action diplomatique en vue de la conclusion de la paix et de la solution des questions se rattachant à la guerre. »

Titre XVI. — « Le présent Traité doit être tenu secret. »

Que les ennemis de la Papauté cessent de lui reprocher sa neutralité — puisqu'ils l'ont voulue, jusqu'à écarter le S. Siège de toute action pacifiste ou de toute délibération d'après-guerre.

Pour nous, les dévoués de la Papauté, quand donc aurons-nous l'élémentaire sagesse d'opposer à la prétendue faute de Benoît XV la faute patente de l'Italie maçonnique ? Quand ferons-nous front à des attaques contre Benoît XV, qui ne sont que des diversions, destinées à couvrir le crime du 16 avril 1915 contre l'humanité : car c'en est un de bâillonner, en même temps que le Pape, le pacifisme pontifical et chrétien, le seul qui, dans la tourmente générale, laissa subsister un peu d'espérance.

Mais enfin, il y avait la Question Belge, l'agression sans excuse et avouée de l'Allemagne, l'injustice aggravée encore par les atrocités d'août. Je n'ai pas besoin de rappeler en détail ce qui restera à jamais dans notre souvenir à tous : l'ultimatum impérial du 2 août, l'aveu et les belles promesses du chancelier, les incendies et les massacres de la seconde quinzaine d'août : le 19, Aerschot ; le 20, Andenne ; le 22, Tamines ; le 23, Dinant ; le 25, Louvain.

Benoît XV a-t-il élevé la voix dans la sinistre tragédie ; et, s'il l'a fait, quand et comment ?

Il m'est arrivé de rencontrer des personnages informés qui blâmaient Benoît XV de n'avoir pas parlé le 5 ou 6 août. Or, Benoît XV ne fut élu Pape que le 4 septembre.

Au début de la guerre, Pie X vivait ses derniers jours ; plus exactement, il mourait sa lente agonie. Il avait, le 2 août, retrouvé la force de jeter au monde un cri poignant, mais le monde avait passé outre, dans sa course vers l'abîme ; et brisé, le Pontife qui, dix années durant, n'avait pas eu une défaillance, rendait l'âme, le 20 août, l'une des premières et des plus sympathiques victimes du fléau qu'il avait tout fait pour conjurer.

Le Conclave s'ouvrit le 31 août. Notre grand Cardinal y arriva, ne sachant rien ou presque rien de toutes nos catastrophes récentes. Benoît XV fut élu le 4 septembre.

Ainsi donc un pontificat s'était fermé, ainsi un pontificat s'ouvrait, dans un silence plus que naturel, forcé, sur la Question Belge, dans un silence qui ne peut scandaliser que ceux qui cherchent le scandale, ni étonner que ceux qui ne réfléchissent pas aux simples dates.

Les premières paroles de Benoît XV, son salut du 8 septembre 1914, à toute la chrétienté, ne pouvaient être que la répétition des dernières paroles de Pie X, plus pathétiques encore, car la guerre, depuis un mois, faisait rage, et partout les cœurs saignaient.

Mais, ce même 8 septembre, comme la rumeur incoercible commençait à propager le martyre de la Belgique, Guillaume II jugea nécessaire d'élever la voix. Le 8 septembre, le Kaiser lança son télégramme au président Wilson : il accusait le peuple belge, les femmes belges d'avoir attiré sur eux le juste châtement qu'il avait dû leur infliger, et son cœur en saignait (1).

Quel effet produisit la parole impériale au Vatican ? Je l'ignore. Mais je sais quel effet elle produisit à Washington. Le président Wilson, recevant la mission belge, le 16 septembre, lui promit d'examiner avec la plus extrême bienveillance sa plainte contre l'Allemagne : « Vous n'attendez pas de moi, j'en suis sûr, une autre déclaration », ajoutait-il textuellement (2).

Il n'est pas hors de propos de faire remarquer que, tandis que les États-Unis recevaient une mission belge, le Vatican était abandonné aux ressources de son information ordinaire, ou plutôt livré aux habiletés, aux passes magnétiques, aux mensonges variés de l'Allemagne (3). A

ce point qu'un de nos hommes politiques, M. Auguste Mélot, reçu par le Pape le 10 novembre 1914, fut « le premier », déclarait-il dans une lettre publiée par le *Petit Parisien* (1), « à lui faire connaître le nombre exact des prêtres — 24 plus 2 frères convers — qui avaient été assassinés dans le seul diocèse de Namur ». Encore M. Mélot, alors député de Namur, n'eût-il pu renseigner avec quelque précision le Vatican sur les horreurs perpétrées dans les autres provinces. Nous vivions alors, vous vous en souvenez, dans une séquestration intellectuelle qui faisait de chaque région et de chaque ville autant de compartiments étanches ; aucun Belge ne pouvait encore avoir une connaissance d'ensemble et documentaire de la situation de notre malheureux pays.

Mais le Saint-Siège n'avait-il pas un nonce à Bruxelles ? — A Bruxelles, non ! Mgr Tacci, à qui je veux rendre ici témoignage de mon estime respectueuse, le dévoué et sagace représentant du Saint-Siège auprès de Sa Majesté le Roi Albert, avait suivi notre Souverain et le gouvernement belge à Anvers et Ostende, puis au Havre. Dès qu'il le put, il se hâta de regagner, en passant par la Hollande, la Belgique occupée, où il aurait tant d'occasions de rendre à nos concitoyens d'inappréciables services. Or, vous avez pu lire (2), il y a quelques semaines, à l'occasion de la promotion au cardinalat de l'ancien nonce, son PREMIER RAPPORT à la Secrétairerie d'État, daté de La Haye, 6 décembre 1914. Un bref extrait de ce document substantiel en fera suffisamment connaître le thème et l'accent. Le nonce écrivait :

« Je ne puis, en premier lieu, que confirmer tout ce qu'ont dit les journaux belges et la Commission d'enquête établie à cette fin, sur la violation des droits des gens et des lois de la guerre en Belgique. Peut-être les détails exposés dans les dits journaux et relatés par la Commission ne seront-ils pas reconnus de tout point exacts, mais le fond est acquis. Il y a lieu d'ajouter plutôt que, dans la précipitation avec laquelle se sont déroulés les événements, nombre de faits ont échappé au contrôle et sont restés ignorés. Les troupes ennemies ont commis réellement des désordres sans nombre en Belgique là où elles ont rencontré de la résistance : destruction de villages, massacre de la population civile, meurtre de prêtres, profanation d'églises, incendies et rapines, et tout ce que peut commettre de pire une soldatesque effrénée. Et cela non exceptionnellement, mais presque en manière de règle et avec le consentement des officiers, toutes les fois notamment, je le répète, que ces troupes ont rencontré de la résistance et surtout ont subi quelque défaite. On serait tenté de dire qu'un mot d'ordre a circulé parmi les troupes, de massacrer, de détruire et de terroriser la population sur tout leur passage.

« Je dois noter au contraire, malgré les accusations des envahisseurs, que les Belges ne se sont point comportés comme eux le prétendent pour justifier leur conduite. Les Belges n'ont pas usé de représailles ni commis de cruautés sur les soldats ennemis... »

« Et tout cela, les Belges l'ont souffert et le souffrent, puisque la guerre continue, sans pourtant, comme c'est connu de tous, avoir aucune part de responsabilité à cette guerre. La Belgique est restée toujours la nation pacifique, sans s'être jamais mêlée aux conflits entre les Puissances. Elle a conservé intacte, également, vis-à-vis de tous sa neutralité. Avant la guerre, elle n'a jamais conclu de traités ni publics ni secrets favorisant une autre nation. Il est faux donc et calomnieux de faire croire aujourd'hui, comme les adversaires le voudraient, à une prétendue connivence de la Belgique, avant la guerre, avec la France ou avec l'Angleterre. Le gouvernement a toujours été sincère et loyal et ne craint pas de démentir... »

Et quelles suites le Vatican donna-t-il à cette information, la première information précise et régulière, qu'il reçut mi-décembre, et que vint confirmer bientôt, vous vous rappelez avec quelle éloquence, la Pastorale de Noël 1914, « Patriotisme et Endurance » ?

La réponse de Benoît XV, ce fut l'Allocution consistoriale, du 22 janvier 1915. Ici également nous devons nous borner aux citations essen-

n'en sont pas moins, inévitablement, « les maîtres de l'heure ». Je trouve, dans une interview de Mgr Deploige, alors à Rome, publiée dans la *Croix* du 4 février 1915, la confirmation de ce qui précède : « Les Allemands exportent par ballots les publications de leurs bureaux de propagande... C'est précisément ce qu'il y a de plus dur dans notre épreuve : c'est de nous savoir ainsi calomniés avec méthode et de nous trouver empêchés de répondre... »

(1) Voir le texte de cette lettre dans la brochure *Le Vatican et la Belgique ; ce que le Pape a dit, ce qu'il a écrit, ce qu'il a fait*, pp. III et suivantes.

(2) Notamment dans la *Revue Catholique des Idées et des Faits*, n° du 18 juin 1921, pp. 3 et suivantes.

(1) Voir sur tout ceci G. KURTH, *Le guet-apens prussien*, pp. 133 et suivantes.

(2) « You will, I am sure, not expect me to say more... », cité par DEPLOIGE, *La Société chrétienne des nations*, dans la « Revue des Jeunes », 1919, p. 271.

(3) A Rome furent mises en circulation dès le début de la guerre, et plus savamment entretenues que partout ailleurs, les calomnies bien connues : présence en Belgique des troupes françaises dès avant la déclaration de guerre, légende gratuite des francs-tireurs, légende inepte des yeux crevés, exploitation plus habile des prétendues « conventions anglo-belges ». Pareils mensonges n'ont qu'un temps : ils

tielles (1). Veuillez, en les entendant, vous replacer autant que possible dans les circonstances de ce moment solennel : par delà son auditoire de cardinaux, le Souverain Pontife sait que chacune de ses paroles retentira dans le monde entier, dans un monde dont l'âpre conflit hérissé les susceptibilités ; il a sous les yeux, dans la composition même de son auguste cénacle, l'inquiète mobilité du milieu italien ballotté entre les propagandes rivales. Pourtant la parole pontificale s'élève libre et calme : *Verbum Dei non est alligatum super terram.*

« Il appartient sans doute au Pontife Romain, que Dieu a établi interprète souverain et vengeur de la loi éternelle, de proclamer avant tout que nul ne peut, pour quelque raison que ce soit, violer la justice. Cela Nous le déclarons bien haut, et Nous réprovoquons énergiquement toutes les atteintes au droit, en quelque pays qu'elles aient été commises... »

« N'est-il pas naturel aussi que la pensée et le cœur du Père commun des fidèles se portent plus spécialement vers les fils dont il a éprouvé davantage l'attachement ? A preuve, entre autres, pour ce qui concerne le cher peuple belge, la lettre que Nous avons adressée, il y a peu de temps, au Cardinal Archevêque de Malines. »

« Qu'il Nous soit permis ici de faire appel aux sentiments d'humanité de ceux qui ont porté la guerre en territoire étranger : qu'ils épargnent à ces contrées les dévastations que l'occupation ne rend absolument nécessaires ; qu'ils évitent, ce qui est plus grave, de froisser gratuitement les sentiments des populations dans ce qui leur tient surtout au cœur : les églises, les prêtres, les droits de la religion et de la foi. »

Que la parole du Pape, sa condamnation de l'injustice allemande, se présente sous la forme d'une sentence générale, c'est exact. Pourquoi pareille atténuation ? Un Italien, anticlérical notoire, me semble en donner les raisons vraies, dans une formule délicatement compréhensive (2) :

« L'enfant prodigue, écrit le professeur Giovanni, n'est pas seulement la légende des temps bibliques, c'est la réalité de tous les jours. » Et il ajoutait : « Toutes les forces internationales ont fait faillite : socialisme, maçonnerie, rapports commerciaux, relations scientifiques... Peut-on souhaiter que la seule institution internationale restée debout disparaisse, elle aussi, dans le chaos sanglant qui engloutit les peuples ? »

La parole pontificale était-elle claire ? Tout est là :

Elle était claire, puisqu'elle provoqua les réclamations de M. de Muehlberg, ministre de Prusse auprès du Saint-Siège (3) :

Elle était claire : elle reçut une interprétation aussi catégorique qu'autorisée, dans la lettre (4) du Cardinal Gasparri, Secrétaire d'Etat de S. S. le Pape, à M. Van den Heuvel, ministre de Belgique auprès du Saint-Siège, lettre du 6 juillet 1915, provoquée par une démarche officielle de notre excellent représentant. « L'invasion de la Belgique, lit-on dans ce document officiel, se trouve directement comprise dans les paroles de l'allocution consistoriale du 22 janvier dernier... »

Evidemment, cette lettre du Cardinal Gasparri, écrite six mois après l'allocution pontificale, peut sembler tardive. Provoquée par le ministre de Belgique, elle peut paraître insuffisamment spontanée...

Veuillez bien peser ce qu'il me reste à dire.

L'interprétation authentique de l'allocution consistoriale ne fut ni tardive ni contrainte. Pièces en main, j'affirme que, dès le lendemain de l'allocution, le 26 janvier 1915, le Card. Gasparri donna à notre ministre d'alors, M. le Baron d'Erp, la déclaration suivante, par écrit (5) :

« Le 26 janvier 1915.

A Son Excellence M. le baron d'Erp, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près le Saint-Siège.

Excellence,

... Je prie Votre Excellence d'attirer l'attention de son gouvernement sur trois passages de l'allocution prononcée par le Saint-Père dans le Consistoire du 22 de ce mois.

(1) Le texte complet a été publié maintes fois, notamment dans STRUCKER, *Die Kundgebungen*, pp. 38 et suiv., et dans la brochure *Le Vatican et la Belgique*, pp. 4 et suivantes.

(2) Je cite cette appréciation, avisée autant qu'inattendue, d'après MISONNE, *Le Pape, la Belgique et la Guerre*, p. 59.

(3) Voir sur ce point LE FLOCH, *La politique de Benoît XV*, p. 39.

(4) Le texte complet a été publié notamment dans la brochure *Le Vatican et la Belgique*.

(5) Dans la transcription ci-dessus, je reproduis le document sans même en traduire les passages en latin ; cette traduction a, d'ailleurs, été donnée par moi antérieurement, p. 3 ; j'omets, au début et à la fin du document, deux passages personnels au destinataire de la lettre, M. le Baron d'Erp.

Le premier est celui dans lequel Sa Sainteté réprovoque ouvertement toute violation, quelle qu'elle soit, du droit et de la justice : « Romani quidem pontificis, ut qui constitutus a Deo sit summus legis æternæ interpres et vindex, maxime est edicere, nemini unquam ulla ex causa fas esse violare justitiam ; id quod Nos apertissime edicimus, quaslibet juris violationes, ubicumque demum factæ sint, magnopere reprobantes. »

Le second est celui où le Saint-Père exprime Sa bienveillance spéciale pour la Belgique, seule nation qui soit nommée dans l'allocution pontificale : « Utique natura fit, ut ubicumque filiorum in communem Ecclesiæ parentem pietas fuerit explorator, illic studiosior quodammodo ejus mens animusque versetur : cujus rei, quod, exempli causa, ad dilectam Belgarum gentem attinet, argumento sunt eæ quoque litteræ, quas haud ita pridem ad Cardinalem Archiepiscopum Mechliniensem dedimus. »

Le troisième passage est celui par lequel le Souverain Pontife exhorte ceux qui ont occupé militairement des territoires étrangers à ne pas blesser les habitants dans leurs sentiments religieux, en violant les édifices sacrés, en outrageant les ministres du culte, en portant atteinte aux droits de la religion et de la foi : « Liceat hoc loco eorum, qui in alienos fines pugnando transierint, obtestari humanitatem, ne iis regionibus plus vastationis inferatur quam ad easdem occupandas necesse sit ; neve, quod majus est, incolarum animi in iis quæ habent carissima, ut ædes sacras, ut sacrorum administratos, ut jura religionis et fidei gratuito vulnerentur. »

Je ne puis douter que ces déclarations pontificales si solennelles et si explicites ne soient de nature à calmer les esprits, et ne soient appréciées à leur juste valeur par le gouvernement de Votre Excellence...

(S.) Card. GASPARRI. »

La note Tacci, du 6 décembre 1914, et la lettre Gasparri, du 26 janvier 1915, se passent de commentaire : la note Tacci prouve que Benoît XV a été informé excellemment par son Nonce de la situation belge, mais seulement à la mi-décembre 1914 ; la lettre Gasparri prouve que Benoît XV, sitôt informé, opta entre l'Allemagne et la Belgique, et qu'il le déclara, clairement et publiquement, sans inutile violence, sans aucun doute possible pour qui que ce fût.

La note Tacci a été, je le répète, rendue publique ; récemment la lettre du 26 janvier n'en a pas été jusqu'à ce jour : Mesdames, vous venez d'en avoir la primeur ; je vous remercie de l'occasion que vous m'avez offerte de verser au débat cette pièce, qui n'était pas nécessaire à la justification de Benoît XV, mais qui achève de faire connaître Benoît XV et le fera davantage aimer.

* * *

Je lisais que le C^{te} Jos. de Maistre a écrit son beau livre *Du Pape*, pour racheter, dit-on, les propos un peu vifs, les critiques un peu promptes qu'ils s'étaient permis à l'adresse de Pie VII, lors du couronnement de Bonaparte.

Ne demandons pas à ceux et celles qui auraient manqué de même manière à Benoît XV, de réparer de même façon !

Et pourtant, si Jos. de Maistre avait vécu de notre temps, est-il croyable qu'il eût parlé de Benoît XV, comme il le fit de Pie VII ? Il ne l'aurait pas fait, parce que les Papes du XIX^e siècle se sont révélés grands parmi les plus grands, de tous les temps. Depuis que l'Église, à défaut de ses privilèges d'Ancien Régime, a repris sa sainte indépendance, depuis que ses Conclaves sont redevenus libres, j'en atteste l'histoire : sur la robe blanche des Grégoire XVI, des Pie IX, des Léon XIII et des Pie X, comme de Benoît XV, il n'y a plus de tache. Jamais l'institution pontificale, rendue à son idéal divin, n'a fait revivre parmi les hommes avec une plus fidèle ressemblance, les traits du Maître. C'est pour sa ressemblance avec le Christ, que le Pape de nos jours est combattu, calomnié. Pour sa ressemblance avec le Christ, défendons-le, comprenons-le !

KARL HANQUET,
Professeur à l'Université de Liège.



Nous prions une fois de plus nos abonnés qui recevraient irrégulièrement la REVUE de réclamer au Bureau de poste qui les dessert et de nous aviser.



Les idées et les faits

Chronique des Idées

Petite "immortelle", et grand mort

Il est toujours prodigieusement intéressant de constater la place immense que la Papauté occupe dans le monde. La mort du vieillard, grêle et menu, qui habite le Vatican, est l'événement mondial par excellence. A cette nouvelle, tout ce qui hier passionnait les hommes rentre dans l'ombre et disparaît.

Plus de place même dans cette chronique pour la réception de la comtesse de Noailles. Et pourtant quel joli thème offrait à la plume cette séance académique où celle que les gens d'esprit appellent en France « notre bacchante nationale », Maurras « une ménade débri-dée » a reçu l'encens capiteux de M. Wilmotte, qui se croit le cousin des Immortels, a-t-il dit en son mirifique langage, « pour avoir mangé avec eux le déjeuner de Chantilly » !

Imaginez-vous M^{me} de Sévigné assistant à cette solennité littéraire, dégustant le pathos vapoureux de la comtesse et les lourdes grâces du directeur ? Elle en eût été suffoquée, la marquise à l'esprit clair et riant, et serait tombée en pâmoison. Mais, enfin, la voilà canonisée et immortalisée par la Belgique, la Sapho française, la corybante échevelée, lyrique, bouddhique, panthéiste, lubrique et cacographe, en attendant que se réalise son grand rêve par elle ainsi formulé dans ce distique fameux :

*Je ne souhaite pas d'éternité plus douce
Que d'être le fraisier arrondi sur la mousse !*

Délectable métempsychose, ravissante perspective qui promet aux futurs convives des déjeuners de Chantilly la joie de savourer « un cœur innombrable » quand ils se régaleront de fraises au champagne !

* * *

Mais encore une fois ces pâles fantômes se dissipent, ces feux follets s'éteignent devant le grand deuil de la catholicité. Serène sublimité de la mort couronnant un court et tragique pontificat ! L'admirateur du monde a salué la pure et douce figure qui plana sur les horreurs de la guerre. L'unanimité de la presse s'est faite pour reconnaître le haut idéal de pacification universelle vers lequel convergèrent toutes les pensées et toutes les aspirations du Pontife qui se sentit vraiment pour l'humanité des entrailles de père.

Charles Maurras, du dehors de l'Église, François Veillot, du dedans, se rencontrent pour distinguer la caractéristique du règne qui finit : *Charité*.

« Aux premiers mots articulés par cette voix nouvelle, écrit le premier, je crus discerner d'abord un être de sentiment, touché au plus profond de sa nature comme au plus vif de sa pensée, par le mal que se faisaient à eux-mêmes, les hommes... Où Pie X maudissait avec une majesté hardie, Benoît XV plaignait et souffrait. Comme si, disait-il à peu près, comme si cette vie terrestre ne produisait pas assez de tristesses sans qu'il y faille ajouter de main d'homme de nouvelles douleurs ! Où le plébéien Sarto ajoutait aux prières les généreuses colères de la justice violée et du droit piétiné, le patricien de Gênes, *marquis della Chiesa*, associait aux mêmes prières les larmes, les angoisses, les muettes consternations ; à travers les fortes expressions par lesquelles il manifestait ses sentiments et ses jugements, on entendait toujours murmurer comme un faible et doux écho d'élégie virgilienne :

O miseris hominum mentes, o pectora cæca ! »

Entendez François Veillot avec une note plus chrétienne : « Ce n'est pas assez dire que d'appeler Benoît XV le Pape de la Paix. Il faut monter plus haut dans la définition de ce Pontife et pénétrer plus avant dans l'interprétation de cette âme : il faut s'élever de l'apparence à la réalité, de l'effet à la cause : Benoît XV est le Pape de la Charité.

La Charité, l'amour de Dieu rejaillissant en amour des hommes et, de la source divine élargissant ses flots sur le monde entier, la Charité brûlant de réconcilier toute la famille humaine autour de Jésus-Christ, de restaurer sous la loi de lumière et de bonté la concorde entre les peuples et l'union entre les classes, de conquérir à la vérité les nations infidèles ;

la Charité dans sa plus pure inspiration et dans son plus vaste rayonnement : c'est tout Benoît XV ».

C'est bien ce qu'annonçait à tout l'univers chrétien la magistrale encyclique *Ad Beatissimi* du 1^{er} novembre 1914, par laquelle le nouveau Pape inaugurait l'exercice de sa charge apostolique.

Hélas ! couverte par le fracas du canon, la voix de Benoît XV ne parvint pas à maîtriser les événements et à éveiller des échos profonds dans les âmes. La grande pensée du règne y est affirmée en termes lumineux et décisifs : la Charité y est proclamée le principe essentiel de la restauration sociale. Telle que la montre et l'exalte le Docteur suprême, elle ne fait pas seulement l'office de l'huile assouplissante des rouages du mécanisme ou de la synovie lubrifiante des articulations, elle est le principe d'unité, le principe vital de la société chrétienne, l'âme nouvelle que le Christ a voulu infuser au monde, « l'étroite amitié par laquelle. Il a voulu que les hommes s'entraiment pour se relier les uns aux autres, rassemblés et fondus dans l'unité d'un même corps », en lui assignant pour archétype et idéal la société divine elle-même dans l'unité mystérieuse de sa vie trinitaire.

Avec quelle poignante mélancolie, le Pape, de ces hauteurs de la doctrine, contemplait notre terre aride où souffle le vent desséchant de l'égoïsme, notre monde dévoré par le sombre feu de la haine ! L'humanité vieillie paraissait à Benoît XV ne plus savoir aimer. Qu'en concluait-il ?

D'un cœur chaud et vibrant, il en appelait à l'antidote de la haine, à l'amour, seul capable de relever le foyer de la famille humaine. Rétablir l'empire de la charité : voilà, disait-il, l'œuvre propre, le programme de mon pontificat. Et le mot d'ordre qu'il lançait aux quatre coins du monde, le message du nouveau règne, c'était l'appel enflammé du disciple de la dilection : « Aimez-vous les uns les autres ».

La seule ambition qu'il ait nourrie, l'unique passion dont il brûlait ne fut autre que de faire circuler à travers les artères sclérosées du corps social les chauds effluves de l'amour. D'une main vaillante, il leva l'étendard de la charité et prêcha comme une nouvelle croisade contre l'antique égoïsme. Il supplia les évêques, les associations catholiques, les orateurs, les écrivains de répéter sur tous les tons, d'illustrer par tous les arguments, de faire resplendir à tous les yeux la royale et divine vertu. Il adjura toutes les âmes de s'allumer à sa flamme, tous les organismes de s'imprégner de son esprit, toutes les activités de se rythmer sur son mouvement, toute la vie sociale de lui emprunter ses ardeurs et son souffle.

Et jamais Pape ne tint mieux parole et s'appliqua avec plus de douce ténacité à la réalisation de son programme. Regrouper les nations autour du Saint-Siège, former une constellation de vingt-quatre États autour de la Rome papale, travailler à réunir au centre de l'unité les Églises dissidentes du monde oriental, faire entrer dans le giron de l'Église les infidèles par une vigoureuse impulsion donnée aux missions, rapprocher les classes, pacifier les peuples, panser les plaies de la guerre : voilà l'objectif vers lequel il banda tous les ressorts de son activité, voilà la pensée maîtresse du règne et voilà son œuvre, inachevée sans doute, mais énergiquement poursuivie avec la clairvoyance d'un haut esprit et l'élan d'un grand cœur.

En vain l'avait-on perfidement exclu de l'aréopage diplomatique qui a rehânié la carte du monde. Placé par sa fonction au faite de l'humanité, au lendemain du conflit sanglant dont nul plus que lui n'a tempéré les horreurs et adouci les maux, au sein des collisions fratricides qui déchirent la société, Benoît XV apparut vraiment comme le médiateur suprême, l'arbitre de la pacification, le représentant idéal du Prince de la Paix, s'efforçant de remanier les idées et les mœurs, de réconcilier les peuples et les classes en les réunissant par une nouvelle effusion de charité dans le cœur du Christ. Les ombres fâcheuses qui, au début du pontificat et à la faveur du trouble des esprits, obscurcissent la beauté de cette conception devant l'opinion égarée et prévenue, se sont depuis longtemps dissipées. En face de la majesté de la mort la calomnie est confondue et l'histoire pleinement instruite du secret des chancelleries rendra entière justice au doux et magnanime Benoît XV.

J. SCHYRGENS.

« Flaubert à Paris ou le Mort vivant »,

M. Louis Bertrand a eu l'idée ingénieuse — que d'autres, à commencer par M. René Doumic, imiteront — de ressusciter Flaubert dans sa propriété de Croisset, de l'entraîner à Paris au moment où l'on préparait la célébration de son centenaire et de l'aboucher successivement avec M^{me} Z., M. Frédéric Masson, l'Abbé M., M. Paul Bourget, tout en conversant intimement avec lui, chemin faisant. Et cela fait un délicieux petit livre.

Pour l'écrire, il ne suffisait pas d'avoir une bonne dose d'imagination, mais il fallait de la finesse, une connaissance approfondie du caractère et de l'œuvre de Flaubert, une souplesse de style capable de se plier au langage du grand homme et à celui de ses interlocuteurs si divers.

Aucune de ces qualités n'a manqué à M. Bertrand et vraiment le lecteur est tout disposé à croire que « c'est arrivé », tant le personnage « énorme » est là, bien campé, bien vivant, dans son accoutrement un peu rude, avec ses fortes moustaches roussies par le tabac et surtout avec son langage bourru, où éclatent les gros mots inspirés par la colère, la rancune, l'indignation, l'enthousiasme pour l'art et la beauté...

A vrai dire, non, ce n'est pas une résurrection. Flaubert a simplement continué à vivre dans sa chambre de travail de Croisset et, depuis plus de quarant'ans qu'il a disparu, il n'a pas cessé de lire les journaux et les revues. M. Bertrand n'a rien à lui apprendre; il est au courant des théories de Bergson et d'Einstein et il a lu tous les romans de Bourget.

Aussi, rien n'est mort de lui; c'est le Flaubert de 1880, avec le même tempérament et le même idéal, avec à peine un peu moins d'illusion au sujet des hommes et des choses. S'il est mort, la mort ne lui a rien appris. Et c'est bien dommage!

Quand, au XIV^e siècle, Dante rencontra Virgile, ce fut une bien autre aventure! Car Virgile était entré dans l'au-delà et maintenant il « savait ». Sa conversation ne pouvait plus être celle d'un poète païen enthousiaste de son art, épris des paysages bucoliques et des fastes romains. La beauté était pour lui inséparable de la vérité et le regard qu'il jetait sur le monde avait un reflet d'éternité.

Ah! si Flaubert revenait, il dirait peut-être, en supprimant les gros mots et les jurons, une bonne partie de ce qu'il a dit à M. Bertrand, mais si M. Bertrand l'amenait chez moi, je poserais à l'illustre maître, quelque question dans le genre de celle-ci :

— « Pensez-vous encore, Monsieur Flaubert, qu'il faille mettre l'art au-dessus de tout, et que la seule occupation digne de l'homme est de créer de la beauté ? »

M. Bertrand se récrierait devant mon irrévérence, mais je vois Flaubert, sans colère, l'arrêter d'un geste mesuré, car, dans les Limbes, il s'est habitué à gouverner d'une raison sûre d'elle-même toutes les passions, et je l'entends me répondre avec calme :

— « Cher Monsieur, si vous m'aviez demandé cela de mon vivant, je vous aurais considéré avec étonnement et mépris, ou bien je vous aurais foudroyé de mon indignation. Je ne comprenais pas alors, que des hommes pussent mettre la religion, la politique ou les affaires au-dessus de l'art et de la littérature. Je n'y apportais aucune vanité, aucun désir de gloire humaine; j'avais trop d'orgueil pour être vain. La sottise des hommes m'horripilait et leur béate admiration m'était insupportable. J'avais la nausée de la gloire : c'était le temps où, dans mes lettres à des amis, ma misanthropie éclatait en ce style que Rabelais m'avait appris : « Il y a des jours que la colère m'étouffe. Je voudrais noyer mes contemporains dans les latrines... Je vomirai sur mes contemporains le dégoût qu'ils m'inspirent, dussé-je m'en casser la poitrine ! »

» Aujourd'hui, cher Monsieur, j'ai d'autres raisons, et de meilleures, pour détester la sottise des hommes, et la mienne par-dessus le marché. Car enfin, ma vie a été bien triste, malgré l'art et la beauté. Ah! non, je n'étais pas gai. Je devenais même atrocement lugubre, et je souhaitais la mort pour échapper à une désespérante prostration, entrecoupée de crises d'exaspération et de rage.

» Je cherchais un dérivatif à mon pessimisme dans la haine du « bourgeois » et dans l'orgueilleux plaisir de savourer la bêtise humaine. Mais hélas! cette triste satisfaction n'était pas faite pour rasséréner mon âme. Savez-vous ce qui m'a manqué? Un peu d'amour pour cette humanité, un désir si petit qu'il soit de lui faire du bien et, pour tout dire, un peu de charité chrétienne! Et mon bel amour de l'art? C'est ce qu'il y eut de meilleur dans ma vie. Si c'était à recom-

mencer, je le garderais, mais je ne fixerais pas son but en lui-même. L'art n'est pas un moyen, que je mettrais au service de la vérité ».

Oui, voilà ce que cet homme bouillant, apaisé par la mort, me répond et, encouragé par sa condescendance et par sa bonne simplicité, je me risque à lui dire, en jetant un regard malicieux à l'auteur de *Flaubert à Paris*, qui garde un silence méditatif :

— « Pardonnez-moi mon indiscrétion : que pensez-vous, Monsieur Flaubert, du livre que vient de vous consacrer votre admirateur et ami, qui me fait l'honneur de vous amener chez moi ? »

Et je crois entendre le grand écrivain :

— « Cher Monsieur, je me retrouve, dans cet ouvrage sagace, exactement conforme à ce que j'étais dans ma vie mortelle, et c'est ce qui fait ma honte, car ces accès de fureur, ces rages concentrées, ce bougonnement perpétuel, sans compter l'étroitesse de certaines de mes idées, me font un personnage qui, aujourd'hui, me paraît très incomplet. Ce qui me fait sourire encore, c'est l'admiration si absolue de mon ami pour toutes mes œuvres, c'est son idolâtrie pour mon génie, c'est son indignation pour le peu d'enthousiasme qu'on apporte à célébrer mon centenaire. Tous ces sentiments me paraissent un peu excessifs! Que peuvent bien me faire les discours, les monuments, les cortèges, les académies? Mon œuvre est là; elle seule importe. Puisse-t-elle contribuer à élever l'humanité au-dessus d'elle-même par le rayonnement de la beauté! Si elle devait rabaisser les âmes, les corrompre, les éloigner de la Vérité, oh! alors, je n'hésiterais pas, je la renierais! »

Chan. PAUL, HALFLANTS.

Errata

Quelques erreurs typographiques assez malheureuses se sont glissées dans l'article que notre collaborateur M. Marcel Paquet a consacré à *Batouala*.

A la 1^{re} ligne, au lieu de : « Il faut approuver de moins en moins les choses de l'Académie Goncourt », c'est « les choix de l'Académie Goncourt » qu'il faut lire.

A la 10^e ligne, au lieu de « MM. Descartes et Rosny » il s'agit évidemment de « MM. Descaves et Rosny ».

A la 10^e ligne de la page 18, il faut lire : « L'auteur de « Batouala » s'imagine évidemment que la physiologie intéresse tout le monde » et non pas : « que la psychologie intéresse tout le monde », ce qui serait très naturel.

Enfin, à l'avant-dernière ligne, au lieu de : « Quel dommage pour M. René Maran qu'il vive à se complaire au milieu de nègres comme ceux-là ! », le lecteur devait lire : « quel dommage pour M. René Maran qu'il vive et se complaise au milieu de nègres comme ceux-là ! »



ANGLETERRE

Cannes

Notre collaborateur M. Hilaire Belloc, commente les événements de Cannes dans le dernier numéro du *New Witness* (20 janvier). Une fois de plus, il attribue à l'ignorance des politiciens de son pays ce qu'il appelle « la dernière et la pire des bévues ».

Les hommes d'État anglais ignorent l'Europe.

« Ils pensent en fonction d'un puissant Etat Allemand soumis à l'hégémonie prussienne et d'une France faible et s'affaiblissant toujours. Ils croient à une soumission facile des populations mahométanes. Ils estiment l'Italie négligeable. Ils parlent de paiements nationaux et d'obligations nationales comme de choses allant de soi, sans recours à la force. Ils raisonnent comme si la Pologne était inexistante, mais tiennent toujours compte d'une Russie qui exporterait encore du blé et du pétrole. Pour eux l'air est indifférent à la puissance maritime. Enfin, pour couronner toutes ces erreurs, ils s'imaginent vivre dans une société où les oppositions religieuses n'auraient aucune importance et où tout le monde partagerait leurs propres conceptions morales.

... Ils en sont toujours aux méthodes de publicité commerciale estimant grand — le plus grand — l'homme dont le nom s'imprime le plus

souvent, et tenant pour vraie l'erreur qu'on répète le plus (exemple : l'Allemagne ne peut pas payer). »

Pour changer cela, il faudrait, dit M. Belloc, se débarrasser de tous ces incapables (ce n'est guère possible), ou agir sur eux par une opinion publique éclairée. Quoique difficile, cette action de l'opinion publique doit être tentée. Et l'écrivain anglais énumère les données du problème, données qu'il estime être non des opinions seulement, mais des faits indiscutablement établis.

1° L'Angleterre n'exporte pas assez de marchandises pour pouvoir payer les choses dont elle a absolument besoin, et à fortiori pour pouvoir se payer les choses dont elle croit avoir besoin à la suite d'habitudes prises avant la guerre et dont personne jusqu'à présent n'a rêvé de montrer la « réductibilité ».

(Le « standard of living » comme disent les Anglais, c'est-à-dire le train de vie — besoins essentiels et besoins factices — est très élevé en Angleterre.)

2° Notre manque d'exportations n'est pas dû à l'appauvrissement du continent : il est dû à deux causes bien distinctes :

A) Au fait que nous consommons, pour produire, plus de valeurs économiques que nos concurrents ; c'est-à-dire, au fait que notre « standard of living » est trop élevé pour pouvoir — sous un régime capitaliste — faire la concurrence à nos rivaux.

B) Au fait que bien des produits que nous étions seuls à fabriquer — ou que nous fabriquions mieux que d'autres — sont actuellement produits par d'autres aussi bien que nous (et M. Belloc se moque de ceux qui parlent d'une reconstruction économique de l'Europe Centrale. L'Allemagne travaille tant qu'elle peut. L'agriculture continentale produit autant qu'avant la guerre. Mais partout on produit à meilleur marché qu'en Angleterre).

« Dans le Sud de l'Angleterre, le beurre est produit à perte. En Normandie, le beurre (coté au même prix-or) rapporte. La différence provient de ce que pour faire un livre de beurre, dans le Sussex ou le Kent, le « fabricant » exige deux fois autant, en nourriture, logement, habillement, etc., que n'en demande le fabricant normand. Une machine allemande est vendue en Italie pour la moitié du prix d'une machine anglaise, non pas à cause de cette simple question de comptabilité qui s'appelle « le cours du change », mais parce que l'ouvrier allemand produit en coûtant moins que l'ouvrier anglais. »

3° De nos jours, la puissance politique d'une nation dépend de l'acceptation par un peuple du service militaire en temps de paix et du grand mal que constitue une guerre moderne plutôt que de se résigner à disparaître.

En d'autres mots, la puissance politique d'une nation — toutes choses égales d'ailleurs — dépend de la capacité de sacrifice de ses citoyens.

4° La puissance politique des nations dépend actuellement d'un second facteur, presque aussi important que le facteur militaire : leur capacité de pourvoir à leur nourriture.

5° Les dettes et créances internationales ne sont réelles que dans la mesure où elles sont étayées par une volonté de guerre. »

Et M. Belloc le prouve. La Russie doit, en moyenne, environ R, 100 à toute famille de France ou d'Angleterre. Rien ne sera payé parce que personne ne veut aller jusqu'à la guerre pour obtenir ce paiement, et en plus parce qu'il n'y a rien à prendre à Moscou.

Il en va autrement de l'Allemagne. Si Français et Belges veulent être payés et ne craignent pas éventuellement d'aller jusqu'à l'emploi de la force, ils seront payés car il y a de quoi payer.

France et Angleterre

M. Chesterton, dans le même numéro du *New Witness* examine les relations franco-britanniques. Les questions pendantes doivent être résolues amicalement. Il y a des choses qu'on peut demander d'un ami mais qu'il est impossible d'exiger d'un rival.

« La France — en droit international — a autant de droits de posséder un grand nombre de sous-marins que nous avons de droits, nous, d'avoir une grande flotte. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit de mesures patriotiques pour protéger son pays. Il est absurde de prétendre que les Français n'ont pas le droit de chercher à se protéger, surtout si nous réclamons pour nous le droit de défendre les Allemands ! D'aucuns peu-

vent croire qu'il est tel ou tel bon argument pour soutenir les Allemands ou les Bolchévistes dans tel cas particulier. Mais s'il y a cent raisons pour l'Angleterre de pardonner aux Allemands, il y a cent raisons pour la France de construire des sous-marins.

La limitation de pareil armement est une chose que nous pouvons demander à un allié que nous aidons vraiment, c'est un service d'ami, une question de tact et de confiance. »

Et Chesterton de dauber sur les journalistes anglais !

A propos du traité de Versailles que les Anglais trouvent si détestable à présent, ces remarques judicieuses :

Il faut changer le traité? Négocions avec nos amis, mais en douceur. N'exigeons pas immédiatement que tout le monde change d'avis parce que nous avons changé d'avis.

« Ils estiment infamant que quelqu'un ose leur rappeler un fait qu'ils ont oublié, ils s'emportent à propos de sabre, de militarisme, de Napoléon, et Dieu seul sait quelles bêtises ; ils crient aux Français que le traité de Versailles est méprisable et intolérable, ruineux pour l'Angleterre, ruineux pour l'Europe, haïssable par Dieu et les hommes, et ils oublient qu'un homme de l'intelligence de Poincaré pourrait leur répondre : « Alors, diable, pourquoi l'avez-vous signé ? »

Et l'auteur montre combien il est ridicule de vouloir qu'un Français ne soit plus français. On veut faire un État mondial et on reproche à la France de ne pas « marcher ». Comme si, en cas d'État mondial ou européen, les différences entre peuples ne resteraient pas les mêmes ! Les Anglais croient servir l'humanité en plaidant la cause des coupables, le pardon et l'oubli de la faute. Pourquoi dénier aux Français leur croyance de servir la civilisation en exigeant la justice et la réparation du mal commis ?



RUSSIE

M. Goosdaro-Golienko, laïque russe orthodoxe, vient de publier dans le *Novoié Vremia* un appel aux prêtres russes exilés, les excitant à étudier de près et avec sympathie l'Église catholique.

Nous citons d'après la traduction des *Échos d'Orient*, les deux passages les plus typiques :

Il est clair que le gouvernement de l'Église par son chef visible n'a pu cesser par la mort de saint Pierre et il a dû passer à ceux qui tenaient le premier rang dans l'Église, les évêques de Rome ; car, l'apôtre Pierre a définitivement établi son siège à Rome et y a reçu la mort du martyr.

Dès lors, l'évêque de Rome apparaît le Père de la grande et nombreuse famille qu'unit la doctrine du Christ, par sa sollicitude et sa prière, pour le bien de tous les chrétiens.

Savez-vous, pasteurs orthodoxes, qu'à la proposition du Pape de Rome, 2 millions de prêtres catholiques, de moines et de moniales avec 1.500 évêques prient chaque jour actuellement pour la Russie, les Russes et l'Église russe orthodoxe ?

Ni haine ni irritation chez l'évêque de Rome envers l'Église orthodoxe, comme beaucoup se l'imaginent faussement, mais un amour chrétien et une profonde pitié pour tous ses malheurs.

Saint Augustin, saint Jérôme et saint Jean Chrysostome, qui a reçu de l'Église orthodoxe le surnom de « maître œcuménique », ont souligné lumineusement dans leurs ouvrages la primauté de l'évêque de Rome, et se sont soumis au siège du Pape.

Les saints frères Cyrille et Méthode, si vénérés dans l'Église orthodoxe, étant orthodoxes, ont reconnu la primauté du Pape. Ils ont apporté à Rome les reliques de saint Clément et reçu du Pape Adrien II la bénédiction pour leur œuvre de missionnaires en Moravie ; de plus, saint Méthode fut sacré évêque par le Pape.

L'histoire des sept premiers Conciles œcuméniques reconnus par l'Église orthodoxe est une des meilleures preuves de la puissance de l'évêque de Rome sur toute l'Église. Les Conciles étaient toujours convoqués avec la permission du Pape et avaient lieu sous la présidence de ses légats. Un seul, le Concile de Constantinople, en 381, s'est tenu sans la participation du Pape, et il a compté comme partiel, jusqu'à sa confirmation comme œcuménique par l'évêque de Rome, Damase.

Cependant, depuis la séparation des Églises, l'Église catholique a continué à se développer, à répandre dans toutes les contrées du globe

terrestre l'enseignement évangélique, et elle a obtenu une *conciliarité* (faculté de tenir des Conciles) que n'a aucune des branches qui se sont séparées d'elle. Après les sept Conciles œcuméniques reconnus par l'Église orthodoxe, l'Église catholique en a eu encore treize.

La vie intime du monde catholique présente par elle-même un spectacle saisissant dans l'harmonie de son système en plein accord avec l'enseignement évangélique, dans l'union de tous les croyants sous la conduite de leur Père ecclésiastique et spirituel, l'évêque de Rome.

Le travail spirituel et intellectuel ininterrompu de nombreux Ordres monastiques, qui chacun pour leur part forment une quantité innombrable de communautés, donne au monde des centaines de mille écrivains ecclésiastiques. Le seul Ordre des Jésuites a donné plus de cent vingt mille écrivains moralistes ou spirituels.

Les laïques catholiques, en étroite union avec l'Église, forment aussi une multitude de groupements religieux moralistes et éclairés qui, par la parole et par les œuvres, servent à répandre l'enseignement du Christ et à défendre la foi.

Il suffit de dire qu'environ vingt millions de membres du monde catholique reçoivent journalièrement la sainte communion, pour faire comprendre quelle foi profonde il y a chez les catholiques et combien sérieusement ils traitent les sacrements légués par le Sauveur.

* * *

La séparation définitive de l'Église orientale d'avec l'occidentale eut lieu le 16 juillet 1054, quand les légats du Pape présents à Constantinople déposèrent publiquement sur l'autel de l'église Sainte-Sophie la lettre qui excommuniait Cérulaire de l'Église. Ainsi donc, saint Vladimir aussi, en admettant qu'il avait reçu le baptême des Grecs en 986 (bien que les dernières sources historiques établissent qu'il a été baptisé par des chrétiens variagues, qui observaient le rite latin, et que deux ans après seulement il noua relation avec les Grecs), saint Vladimir lui-même, le fondateur de la Russie orthodoxe, était membre de l'Église universelle, et avec lui toute la jeune Russie orthodoxe, durant soixante-huit ans encore demeura un membre appartenant à une seule famille chrétienne ayant à sa tête l'évêque de Rome.

A l'aurore de l'Église russe, ses évêques étaient choisis chez les Grecs et étaient consacrés par les patriarches de Constantinople. Mais en 1051, Yaroslav le Sage, après la mort du métropolite de Kiev, ordonna aux évêques russes de choisir eux-mêmes un métropolite russe, sans s'adresser à Constantinople. C'est alors que fut choisi le hiéromonaque Hilarion. Ainsi, à l'époque du schisme définitif de Cérulaire d'avec le siège de Rome, les évêques russes eux-mêmes étaient séparés du patriarche grec et n'ont point pris part à la division de l'Église. Les légats du Pape eux-mêmes qui, à Constantinople, excommunièrent Cérulaire de l'Église universelle, étant allés trois ans après en Russie, y furent reçus avec joie.

Ensuite, trente ans plus tard encore, quand les reliques de saint Nicolas le Thaumaturge furent transférées de la ville grecque de Myre en Lycie dans la ville italienne de Bari, les Russes s'y rendirent pour vénérer les reliques, et ensuite admirèrent chez eux, dans leur patrie, la fête du transfert des reliques de saint Nicolas le 9 mai, établie par le Pape.

Durant longtemps, en Russie, les rites latin et slave étaient pareillement vénérés par les orthodoxes, ce qui se remarque même en ceci, que les princesses polonaises données en mariage aux princes russes, n'étaient pas rebaptisées ni incorporées à la foi russe.

Les rapports de la Russie orthodoxe avec l'Église catholique ont cessé définitivement avec l'invasion des Tartares.

Par la suite, l'Église orthodoxe s'est unie deux fois à Rome : au Concile de Florence (1439), quand le métropolite de Kiev, Isidore, signa avec le patriarche grec Joseph et les évêques catholiques l'acte d'accord et d'union des Églises ; et en 1596 dans le Concile de Brest fut établie solennellement la réunion des Églises occidentale et orientale. Dans ces réunions des Églises, ainsi appelées *unions*, l'Église russe a conservé, dans l'inviolabilité de sa foi, sa langue slave et tous ses rites. Mais ces deux unions, de Florence et de Brest, ont été détruites par les événements politiques survenus ensuite.

Depuis le temps de Pierre le Grand, la vie de l'Église russe a été fixée définitivement, et pour chefs elle a connu la haute puissance de l'État et le très saint synode gouvernemental avec son *ober-procurator*.

Quand le collège ecclésiastique fondé par Pierre prit la parole pour le rétablissement en Russie du patriarcat, Pierre s'écria en colère : « Votre patriarche, c'est moi » ; et, se méfiant du clergé et voulant avoir plein contrôle sur l'activité du principal organe du gouvernement ecclésiastique, il ordonna « de choisir pour le synode, parmi les officiers, un homme sûr (*dobrova tchéloviéka*), pour qu'il ait la hardiesse et le pouvoir de connaître le gouvernement des affaires du synode et de lui donner des instructions en conformité avec les instructions du *général-procurator* ».

Depuis lors, l'Église russe s'est repliée sur elle-même et est devenue tout à fait étrangère à la vie de l'Occident catholique. Tout ce qui se rapportait à l'Église catholique et à son enseignement était, en pénétrant en Russie, poursuivi par le gouvernement ou dénaturé par lui à dessein.



La *Revue catholique des idées et des faits* publiera en supplément, pour ses abonnés, les Grandes Conférences Catholiques, qui se donneront à Bruxelles cet hiver, sous le Haut Patronage de Son Eminence le Cardinal Mercier.

Sont annoncés déjà : MM. Louis Bertrand ; le prince Troubetzkoy ; M^{re} Henry Robert, du Barreau de Paris ; André Tardieu, ancien ministre, délégué de la France au Congrès de la Paix ; le Maréchal Fayolle ; le Marquis Robert de Flers, de l'Académie Française ; Son Eminence le Cardinal Dubois, archevêque de Paris ; le Maréchal Foch ; le comte de Lasteyrie, député ; Paul Bourget, de l'Académie Française.

On s'abonne

à

La revue catholique
des idées et des faits

38, Boulevard Botanique, Bruxelles

Un an 25 francs ; six mois 15 francs

Outre les Grandes Conférences Catholiques, nous publierons en supplément -- simultanément avec l'excellente *Revue Française* de Paris -- les Conférences d'histoire régionale organisées cet hiver dans le Nord, sous le patronage et avec le concours des Facultés Libres de Lille, par la *Revue Française* et qui seront données par MM. Funck Brentano ; Charles Le Goffic ; Baron Houtart ; Louis Madelin ; André Bellessort ; Fierens-Gevaert ; Henri Davignon ; etc...



Louvain. — Imp. FR. CEUTERICK, 60, rue Vital Decoster.